MAGAZINE

NOVEMBRE 2009
N°21

AGRICULTURE URBAINE

Relations entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement : rôle de l'agriculture urbaine ?

Promotion de l'agriculture urbaine en période post-conflit dans les environs de Freetown

Renforcement de la sécurité alimentaire des ménages dans les camps de réfugiés en Éthiopie

Jardins à étages superposés pour renforcer la sécurité alimentaire

Institut Africain de Gestion Urbaine

RUAF Foundation

21 Agriculture Urbaine

Dans ce numéro

Editorial 03

De la dépendance à l'autosuffisance : l'expérience du nord de l'Ougandan 11

Renforcement de la sécurité alimentaire des ménages dans les camps de refugiés en Ethiopie 14

Vers une approche plus formelle du jardinage pratiqué par les refugiés avec le HCR 16

Promotion de l'agriculture urbaine en période post-conflit dans les environs de Freetown, Sierra Leone 17

L'agriculture urbaine et périurbaine à Monrovia, Liberia 20

Le rôle de l'agriculture urbaine à Kirkuk, Irak 22

L'impact de la crise économique sur l'agriculture urbaine à Harare 24

Conséquences du Tsunami : développement d'un jardin potager domestique traditionnel à Banda Aceh 26

Les directives du Projet Sphère 28

Un jardin dans un sac : Expériences à Kibera, Nairobi 29

Couverture

Beaucoup de personnes déplacées doivent rester dans les camps de réfugiés pendant longtemps ou résider (souvent illégalement) dans et aux alentours des zones urbaines, où ils essayeront d'améliorer leur sécurité alimentaire par une certaine forme d'agriculture ou un jardinage à petite échelle, comme le jardinage dans des sacs, des pots sur des étagères ou les paniers suspendus.

Relations entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement : rôle de l'agriculture urbaine ?

A. Adam-Bradford, University of Sheffield
Email: urbanag@adambradford.eu
Femke Hoekstra, ETC-RUAF
René van Veenhuizen, ETC-RUAF

Les risques naturels, les conflits civils, les guerres et les crises économiques continuent à provoquer des conditions instables et peu sûres, plaçant d'immenses pressions sur les communautés et les moyens d'existence locale. Ces situations ont souvent pour conséquence le déplacement des personnes qui abandonnent leurs domiciles pour d'autres localités ou qui franchissent les frontières vers d'autres pays, créant de ce fait un exode de masse. Plusieurs de ces réfugiés ou Personnes Intérieurement Déplacées (PID) doivent rester dans des camps de réfugiés pendant de longues périodes ou résider (souvent illégalement) dans et autour des zones urbaines.

Par conséquent, beaucoup de personnes vivant dans des conditions de vie difficile de réfugiés essayeront d'améliorer leur sécurité alimentaire en créant une certaine forme d'agriculture, telle que le jardinage à petite échelle dans les camps de réfugiés, dans les arrière-cours, ou dans les espaces vides hors des zones d'habitation. Là où la disponibilité de la terre est limitée, elles pourraient recourir aux micro-technologies, telles que le jardinage dans les récipients, les pots sur les étagères ou les paniers suspendus.

Dans les précédents numéros du Magazine Agriculture Urbaine, nous avons apporté un éclairage sur les fonctions multiples de l'agriculture urbaine, y compris son rôle dans la construction des communautés et de l'environnement durable. Nous avons également abordé les processus d'innovation organisationnelle, institutionnelle et technologique dans l'agriculture urbaine. Dans ce numéro, nous mettons l'accent sur le rôle joué par l'agriculture urbaine en termes de secours, de réhabilitation et de développement à la suite d'un sinistre ou dans des situations d'urgence.

Catastrophes et situations d'urgence

Différents types de risques peuvent causer des catastrophes ou déclencher des situations de crise. Les catastrophes peuvent survenir d'une manière brusque ou lente, le dernier cas pouvant s'étaler sur plusieurs mois. Lorsque la crise est caractérisée par une instabilité politique ou un niveau de violence élevé, elle est souvent désignée sous le nom de situation d'urgence complexe.

Le risque de catastrophe est estimé en fonction de l'intensité du risque et de la vulnérabilité (Risque = Catastrophe x Vulnérabilité). La vulnérabilité est définie comme étant la capacité de prévoir, de faire face à, de résister et de se remettre de l'impact d'un risque (Wisner et al., 2004). Les situations de crise ont donc un impact plus élevé dans les zones vulnérables

Mise à disposition de chèvres locales
Photo : Astrid van Rooij

et des conséquences disproportionnées sur les pauvres dans les zones urbaines, particulièrement les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Les Etats instables sont actuellement au centre des préoccupations de développement. L'écart entre les pays développés et les pays en développement s'élargit, avec les Etats les plus instables qui stagnent et même régressent. Dans ces Etats, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est un défi particulièrement difficile. La plupart de ces Etats instables, un groupe de 30 à 50 pays selon la terminologie utilisée, sont des pays à faible revenu caractérisés par une incapacité à exercer les fonctions étatiques ou par un gouvernement inefficace ou "mauvais ". Leurs institutions économiques, sociales et politiques ont une capacité réduite à faire face aux chocs. Ces Etats sont davantage exposés aux conflits et aux crises. Puisque le niveau de vulnérabilité détermine le niveau réel d'un risque, l'impact sera plus étendu dans ces pays que dans les pays caractérisés par la sécurité et la stabilité, accentuant de ce fait l'attention sur ces Etats instables.

Différents types de catastrophes et d'impacts qui en résultent sont présentés ci-dessous et illustrés dans les articles de ce magazine.

Les **crises économiques** ont comme conséquence la montée des prix des denrées alimentaires, la baisse des salaires réels, la limitation du marché du travail formel, et la diminution des subventions des prix des aliments.

La réduction des dépenses publiques a également son impact sur les services de base et les infrastructures. Dans ces situations, les réfugiés, les migrants et les pauvres vivant dans les zones urbaines ont souvent recours aux activités de subsistance informelles (du secteur non structuré), y compris l'agriculture urbaine.

Les catastrophes environnementales et naturelles affectent des millions de personnes globalement sous la forme de sécheresses, d'inondations, d'ouragans et de tremblements de terre. Selon les estimations de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (HCR, 2006), le nombre total de personnes affectées par les catastrophes naturelles a triplé pendant la dernière décennie atteignant deux milliards de personnes, avec une moyenne de 211 millions de personnes directement affectées tous les ans. C'est approximativement cinq fois le nombre de personnes victimes des conflits armés la décennie passée. Dans les récents débats sur le changement climatique, il a été dit que beaucoup de villes courent le risque de devenir des " pièges à catastrophes environnementales ", où la réduction des approvisionnements alimentaires provenant des zones rurales (provoquées par les inondations, les sécheresses, les vents de rafale ou le gel) pourraient mener aux manques graves de nourriture (la prochaine édition du Magazine AU abordera davantage ce problème).

A la différence des catastrophes naturelles, beaucoup de **situations d'urgences provoquées par l'homme**

Jakarta est un bon exemple. La crise financière qui a frappé pour la première fois l'Indonésie en 1997 a laissé des millions de personnes sans suffisamment d'argent pour acheter de la nourriture, et les rend ainsi vulnérables à l'insécurité alimentaire. Par conséquent, les populations ont commencé à produire de la nourriture sur de petites parcelles et espaces vides partout dans la ville, transformant même d'anciens parcs publics en jardins, car les structures gouvernementales ont encouragé les habitants de Jakarta à produire leur propre nourriture.

Face à la crise à Cienfuegos, Cuba

Par Alejandro R Socorro Castro

Cuba est souvent présenté comme un exemple de politiques et d'appuis gouvernementaux efficaces en faveur de l'agriculture urbaine. Des mesures nationales majeures ont été prises dans l'agriculture et le secteur alimentaire en réponse à la crise dans les années 90, comme la conversion de grandes fermes d'Etat en de nouvelles coopératives, ou les coopératives d'unités de production de base, et l'octroi de la terre aux gens et aux organisations pour produire de la nourriture. Le programme national d'agriculture urbaine a commencé en 1993, et est proposé pour stimuler la production alimentaire dans les espaces urbains et périurbains disponibles, tirant profit des occasions données par la disponibilité du travail et la proximité entre le producteur et le consommateur.

En 15 ans d'application, le programme national d'agriculture urbaine a amené la municipalité de Cienfuegos à des niveaux sans précédent de la production, avec d'autres résultats favorables. Une étude (UMP LAC, 2002) a conclu que l'agriculture urbaine et périurbaine dans Cienfuegos augmente la sécurité alimentaire et constitue un mouvement avec la participation publique répandue, faisant participer des hommes et des femmes de différents âges.

L'agriculture urbaine dans la municipalité de Cienfuegos en 1996 était composée d'environ 34 hectares d'organoponics (un système basé sur l'utilisation de substrats composés de mélanges de sol et de matières organiques de différentes sources) et encore de 2 hectares de jardins. En 2006, la production agricole urbaine se pratiquait dans les systèmes organoponic, les jardins intensifs, les parcelles et les arrière-cours (modes de base de la pratique en matière d'agriculture urbaine), couvrant une superficie totale de plus de 1525 hectares (légumes y compris, champs de riz, racines et tubercules, maïs, sorgho et haricots) (Minagri, 2007), et 1200 hectares additionnels de terre étaient employés pour élever des animaux (principalement moutons, chèvres, lapins, porcs et volaille).

Le système résultant de la production agricole urbaine est intensif (des rendements élevés sont produits par unité de terre), viable et profitable dans un contexte où les intrants sont rares. L'agriculture urbaine augmente de plus la résilience des villes de Cuba contre les ouragans, qui s'abattent sur l'île chaque année. Le développement de l'agriculture urbaine a été facilité par un niveau élevé d'éducation de la population, par la disponibilité d'espaces libres, l'assistance technique et l'appui financier et matériel d'une part, et d'autre part, par le développement approprié des politiques et d'un cadre juridique pour s'adapter aux nouvelles conditions. Le programme a été basé sur la prise de décision participative entre le gouvernement et les divers secteurs sociaux et économiques, et a été lié aux niveaux nationaux, provinciaux et locaux.

Quinze ans après les actions initiales du mouvement d'agriculture urbaine organisées dans Cienfuegos, ces activités ont été intégrées dans le plan général de direction territorial de la municipalité ".

MINAGRI Provincial Delegation / Cienfuegos, 2007. Rapport opérationnel sur l'agriculture urbaine.
UMP-LAC. 2002. Exécution du programme d'agriculture urbaine à Cienfuegos. Programme de gestion urbaine pour l'Amérique latine. (En Espagnol).

Un article complet sur Cienfuegos sera édité dans le prochain Magazine-AU (no. 22).

sont des actes délibérés et intentionnels qui provoquent des déplacements significatifs de population (frontière interne et transfrontalier). Ces situations impliquent un engrenage complexe instable et souvent hostile des forces militaires et politiques. Par exemple, dans la province indonésienne d'Aceh, le conflit, la violence et une campagne massive des militaires indonésiens visant à réprimer l'insurrection des rebelles séparatistes ont déplacé plus de 300.000 personnes depuis 1999. Plusieurs de ces personnes ont été forcées de se déplacer encore après le Tsunami de décembre 2004, qui a déplacé une population estimée à un demi-million – 12 pour cent de la population. La crise récente à Gaza est un autre exemple : l'invasion israélienne a forcé plus de 90.000 personnes à abandonner leurs domiciles, alors que la vie agricole a été exposée à un désordre total avec les champs, les arbres et les récoltes détruits. La majeure partie de l'agriculture à Gaza peut être considérée comme urbaine (Laeremans et Sourani, 2005), et indépendamment de l'aide fournie par les ONG, la réhabilitation de cette agriculture est primordiale pour la sécurité alimentaire à Gaza.

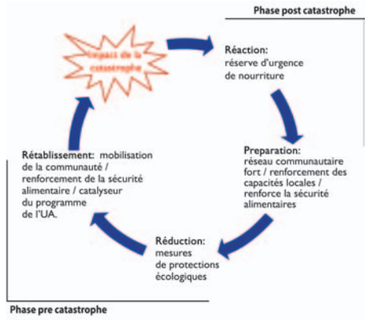
Activités génératrices de revenu à Buduburam, Ghana
Photo : A. Adam Bradfort

En raison d'un ouragan, d'une période de sécheresse prolongée, d'un conflit armé ou d'une crise économique, les populations dans des situations de sinistre éprouvent toujours des manques dans leurs besoins élémentaires, tels que la nourriture, l'eau, l'abri et la santé. Selon le HCR (2006), il y avait environ 10 millions de réfugiés (les individus qui traversent les frontières) et 13 millions de personnes déplacées (à l'intérieur de leur propre pays) dans le monde en 2006 dus à divers types de situations de crise. Ces personnes sont soit logées dans des camps dans des zones rurales ou urbaines, soit vivent dispersées dans des logements et des bidonvilles dans des zones urbaines. Comme les articles dans cette édition le montrent, bien que les personnes déplacées (par exemple au Kenya et en Jordanie) soient autorisées à se soutenir pour obtenir de la nourriture et d'autres besoins élémentaires, on ne leur permet souvent pas de travailler ou de s'intégrer entièrement dans la société d'accueil, une situation qui est souvent associée à un manque d'accès à la terre pour des usages productifs.

L'insécurité dans des régions spécifiques peut durer plusieurs années. Les camps de réfugiés tendent à se transformer graduellement en "bidonvilles" ou à devenir des zones d'habitation permanentes. Il est difficile de différencier beaucoup de ces "camps" des villes environnantes. Beaucoup de personnes déplacées ne reviendront jamais dans leurs anciens "domiciles" pour diverses raisons, et chercheraient plutôt de nouvelles opportunités de vie dans et autour des villes voisines. Malgré beaucoup de conflits en cours, dans certains pays, il y a des possibilités de reconstruire les communautés et de faciliter le retour des réfugiés et autres populations déplacées. Les plus grands retours lors de ces dernières années incluent le rapatriement de plus de 3.4 millions de réfugiés en Afghanistan et le retour de plus d'un million de personnes déplacées en Bosnie - Herzégovine, le Soudan, la Sierra Leone, et le Libéria. Le rapatriement est le commencement d'un long processus de réintégration.

De la Crise au Développement

Les situations de catastrophes peuvent être considérées comme une série de phases sur le temps. Le cycle des catastrophes comme illustré dans le schéma est employé pour illustrer les différents éléments de la gestion des catastrophes (réduction, état de préparation, soulagement, et rétablissement).



Cycle de gestion des catastrophes et liens de l'agriculture urbaine
Adapté par Alexander 2000:3

L'identification et la compréhension de ces phases peuvent aider les travailleurs humanitaires et les planificateurs urbains à identifier les besoins liés aux catastrophes et de ce fait à mettre en application les activités appropriées de gestion des catastrophes. La phase de soulagement est la période qui suit l'arrivée d'un sinistre, quand des mesures exceptionnelles doivent être prises pour la recherche et le sauvetage des survivants, aussi bien que le rassemblement de leurs besoins élémentaires d'abri, d'eau, de nourriture et de soins médicaux (fourniture d'aides de secours). Dans la phase de réhabilitation (ou rétablissement), des opérations sont projetées et des décisions sont prises en vue de faciliter des ajustements plus structurels aux impacts provoqués par le sinistre (aider les personnes à récupérer ce qu'elles ont perdu). La reconstruction se rapporte aux actions prises pour ramener les régions affectées à leurs conditions (de vie) initiales après une période de réhabilitation. De telles actions comprennent la construction de logements permanents et la pleine restauration de tous les services, menant aux circonstances dans lesquelles les ressources financières et matérielles peuvent être employées de nouveau pour poursuivre des objectifs de développement à plus long terme.

Ces phases ne tiennent pas compte nécessairement des relations de cause à effet entre les catastrophes et le développement économique et social, ou la nécessité de changer graduellement les secours

La Distribution des produits alimentaires contre la production de la nourriture

La distribution de produits alimentaires aux bénéficiaires pendant les périodes de crise et de catastrophes a toujours été la réponse principale de l'aide alimentaire, depuis la guerre du Biafra dans les années 60, quand les rapports des médias ont été employés avec succès en Occident pour mobiliser l'appui public et procurer l'aide humanitaire. En dépit de quelques exemples très réussis de production alimentaire à petite échelle dans des situations de camps de réfugiés, peu d'attention a été accordée à la production de nourriture basée sur les stratégies de secours d'urgence, avec des stratégies principales d'aide d'urgence se concentrant toujours sur la distribution de produits alimentaires comme mécanisme principal de réponse.

La chaîne de réaction à une urgence est comme suit:
Crise - Mobilisation des ressources - Exécution de l'aide - Sécurité alimentaire ou Dépendance alimentaire.

A la suite d'une catastrophe, l'accent est porté sur une distribution rapide et efficace de la nourriture, et cette approche correspond bien aux campagnes médiatiques organisées par les agences d'exécution, qui constituent une stratégie principale de recherche de fonds pour couvrir les coûts des programmes d'aide alimentaire. Dans le tableau ci-dessous ces derniers sont exprimés en tant que problèmes primaires. Mais quand des programmes de distribution de denrées alimentaires sont considérés au-dessus des problèmes à long terme et secondaires telles que la dépendance alimentaire, la corruption, les coûts du programme entrent en jeu. Naturellement il y a des situations où

Distribution de l'aide alimentaire au Liban, 2006
Photo : A Adam Bradfort

la production de nourriture n'est pas une option viable, par exemple quand la région agricole est contaminée ou minée. Cependant, une focalisation sur la distribution de produits alimentaires avec seulement des initiatives de jardinage mineures (pas en tant qu'élément à plus long -terme) aurait comme conséquence la perte d'occasions principales, puisque l'exécution de la production de nourriture peut jouer un rôle important en mobilisant et en remettant en état les communautés après les impacts d'un désastre ou d'une situation d'urgence.

La distribution de produits alimentaires, en tant qu'élément immédiat de secours, devrait être projetée en même temps que des options de production alimentaire, en tant qu'élément des stratégies de réhabilitation et de développement, de sorte que les transitions de la dépendance alimentaire à la sécurité alimentaire puissent être faites le plus tôt possible et avec un minimum de risque pour les bénéficiaires.

La distribution de nourriture et la production de nourriture : comparaison des problèmes

Distribution de Nourriture	Production de Nourriture
Problèmes primaires	
Fournit la sécurité alimentaire immédiate	Fournit la sécurité alimentaire durable
Forte couverture médiatique	Faible couverture médiatique pour des stratégies de collecte de fonds
Forte attente des donateurs	Faible priorité des donateurs dans la réponse initiale de secours
Exige principalement l'expertise logistique	Exige une plus grande expertise de programme
La livraison initiale plus rapide de nourriture aux victimes de désastre	Délai avant les premières récoltes
Problèmes secondaires	
Fournit l'infrastructure logistique aux programmes de secours programmes alimentaires de secours	Délai avant que des récoltes spécifiques puissent être produites pour des alimentaires
Conditions limitées à la terre	La terre agricole peut être contaminée ou minée
Exige des coûts élevés de nourriture et de carburant	Exige des intrants/Outils peu coûteux
Corruption/ détournement /risque de montée des prix de denrées alimentaires dus aux niveaux élevés / rapide de l'achat local	Moins d'occasion pour la corruption/le détournement et constructions de marchés locaux forts
Crée la dépendance du bénéficiaire	Fortifie et mobilise les communautés tout en apportant également des avantages psychologiques
Crée la dépendance alimentaire	Crée la sécurité alimentaire
Principalement récoltes transformées (peut inclure des OGM)	Un contenu alimentaire plus élevé avec des produits fraîchement récoltés
Peut contenir de la nourriture peu familière et culturellement inacceptable menant au rejet	Intègre des légumes indigènes et utilise des cultures locales, augmentant la production locale
Brouille de la transition de l'aide au rétablissement, créant même des barrières au futur développement	Catalyseur pour mettre en application la réduction de la terre et les st ratégies basées sur la préparation de la sécurité alimentaire
Emission élevée de carbone par kilométrage et la transformation de nourriture	Emission mineure de carbone

Camp de réfugiés libériens, Buduburam, Ghana

Le camp administré par Le HCR à Buduburam a été crée en 1990 pour les réfugiés ayant fuit la première guerre civile libérienne et à travers les cinq années suivantes. il fut un refuge pour 40.000 réfugiés libériens en moyenne. La deuxième guerre civile libérienne (1999-2003) a apporté davantage de crises et un afflux de réfugiés de nouveau au Ghana dans le camp de Buduburam. Bien que le camp demeure un dispositif permanent il a maintenant une population approximative totale réduite estimée de 7.000 à 10.000 réfugiés. Chaque mois, l'aide alimentaire du PAM est distribuée aux personnes vulnérables dans le camp. Le même jour de la livraison, les commerçants d'Accra, la capitale, se précipitent également vers le camp uniquement pour acheter les grains de maïs directement aux bénéficiaires. Les commerçants renvoient alors ces grains à Accra, où ils sont vendus sur les marchés locaux et nationaux avec un bénéfice substantiel pour ceux-ci. Pendant ce temps, les bénéficiaires utilisent leurs pauvres revenus pour acheter le riz du marché local car le riz est la nourriture principale libérienne par opposition au maïs. Cette situation soulève naturellement la question suivante: pourquoi ne pas distribuer le riz en premier lieu? Et de préférence le riz ghanéen qui a une valeur nutritive plus élevée que le riz importé des Etats-Unis?. L'agriculture urbaine a lieu, notamment, dans les secteurs autour du camp, mais ces interventions ne reçoivent pas actuellement d'appui institutionnel efficace. En outre, les services d'appui agricole au camp demeurent inexistants du fait du manque de ressources, telles que les manuels agricoles pour les situations de réfugiés que le HCR a produit en Suisse mais qui n'ont pas été distribués dans ce camp particulier au Ghana.

Camp de réfugiés libériens, Buduburam, Ghana
Ghana Photo : A Adam Bradfort

d'urgence en aide au développement. Par exemple, la phase de réhabilitation après un sinistre fournit des occasions significatives pour lancer des programmes de développement, et agit en tant que catalyseur pour l'exécution des stratégies de réduction et d'état de préparation, construisant ainsi la résilience à plus long terme. Des programmes de réhabilitation peuvent être spécifiquement visés pour enseigner de nouvelles techniques, et renforcer le sens d'appartenance à la communauté et le leadership. Cela est particulièrement important dans le cas des situations prolongées de réfugiés et dans les zones urbaines. A plus long terme, ce processus de renforcement des capacités peut également contribuer à reconstituer l'organisation municipale locale, qui alternativement, légitime et renforce la bonne gouvernance au niveau de l'Etat. Ce besoin de combler le vide entre l'aide humanitaire et le développement est souvent abordé et analysé dans une approche dénommée Relation entre l'aide d'urgence, la Réhabilitation et le Développement (RARD). L'Union Européenne (dans son programme de la Commission Européenne d'Aide Humanitaire (CEAH) met l'accent sur l'importance de cette relation. Néanmoins un défi demeure l'intégration sans heurts des deux courants de l'aide puisqu' il existe des points de vue opposés sur la manière dont l'aide devrait être fournie.

De cette manière, il élargit la portée des interventions des gouvernements et des organismes internationaux et fait face à des problèmes tels que les droits d'accès croissant des personnes déplacées à la terre, plutôt que simplement, la sécurité alimentaire et la protection humaine. La sécurité humaine prend en compte une gamme variée de problèmes provenant des causes internationales complexes des mouvements de population, qui expliquent les causes et les lient au développement et à la pauvreté. Il y a de plus en plus un accent mis sur les stratégies préventives, telles que le développement de la bonne gouvernance.

La sécurité alimentaire est une dimension de la sécurité humaine. Elle a trait à la disponibilité, à l'accès, et à l'utilisation de la nourriture. La disponibilité de la nourriture dans les ménages, en ville ou au niveau national, peut être affectée par une guerre, due à la rupture de la chaîne de distribution ou à la destruction des terres arables ou des infrastructures du transport, ou à des catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les inondations, les invasions de sauterelles, ou les coulées de boue qui détruisent la récolte. L'accès à la nourriture au niveau des ménages peut être perturbé par un manque de pouvoir d'achat ou par la maladie de certains membres du ménage. L'accès aux aliments peut être compromis à un niveau individuel, lorsque les personnes sont malades ou blessés, ou quand elles ont des besoins alimentaires spécifiques (comme les femmes enceintes, les enfants en bas âge, les personnes convalescentes, etc…).

Le rôle de l'agriculture urbaine

L'agriculture urbaine a toujours été une stratégie de sécurité alimentaire pendant des situations économiques et d'urgence. Les exemples comprennent " la Production Extensive pour la Victoire " en Grande-Bretagne pendant la deuxième guerre mondiale, et plus récemment l'opération ''Produisez votre Propre Nourriture " au Ghana pendant les années 70. De même, dans beaucoup d'autres pays, la culture dans les arrière-cours, et le jardinage institutionnel et scolaire ont tous été encouragés pendant des périodes d'instabilité alimentaire, avec beaucoup d'exemples décrits dans cette édition.

Immédiatement après une crise, peu d'attention est accordée à la production agricole ou à la protection des champs de cultures. Lorsque les agences humanitaires se retirent, comme elles le font en général, l'appui extérieur et les ressources diminuent, laissant souvent un grand nombre de personnes dépendant de l'aide alimentaire extérieure affectées pendant de longues périodes (voir les chiffres).

Les raisons de soutenir les activités relatives à l'agriculture dans les premiers instants après une

catastrophe sont nombreuses. Premièrement, il y a un besoin d'aliments frais et variés (en plus de l'approvisionnement en aliments de première nécessité). De plus en plus, dans les longues situations de réfugiés, les potentialités du jardinage et d'autres activités de production (d'oeufs, de champignons, de plantes médicinales, etc.) sont identifiées. Deuxièmement, le fait de s'impliquer dans des activités constructives peut aider les populations à retrouver leur dignité, l'espoir et le respect de soi et à augmenter leur bien-être global. Les activités de jardinage au niveau individuel ou communautaire aident à augmenter l'autonomie, permettant à des personnes d'accroître leurs récoltes et variétés préférées et peut améliorer leur qualification et connaissance, tout en réduisant les coûts opérationnels des agences humanitaires et contribuant potentiellement à la reconstitution du tissu social des communautés affectées par les catastrophes. L'agriculture urbaine peut jouer des rôles multiples dans différentes phases du cycle de gestion des catastrophes. Des instructions pour protéger la production primaire de nourriture sont données dans les directives du Projet Sphère, qui contiennent également des recommandations de planification et de conception pour affecter de petites parcelles de terre à l'usage de jardins potagers.

A plus long terme, le jardinage produit également un revenu et améliore les associations et les relations avec d'autres réfugiés ou communautés locales, tout en contribuant au développement plus large des zones où les réfugiés sont accueillis en stimulant les marchés locaux. En conclusion, les ressources naturelles peuvent être conservées et protégées en favorisant des pratiques agricoles saines et l'introduction de systèmes de recyclage appropriés aux conditions de vie locales.

En développant des interventions et des projets basés sur l'agriculture dans les zones urbaines de réfugiés, les questions suivantes devraient être prises en compte:

• Les Caractéristiques physiques de l'environnement local, telles que la capacité des infrastructures, les services sociaux de base (eau, hygiène, utilisation des rebuts, santé), la disponibilité de la terre, l'approvisionnement en énergie (bois, kérosène)

• Les Caractéristiques sociales, telles que les droits des personnes déplacées/réfugiées, la sécurité, le tissu et la cohésion sociale (race, tribu, genre), l'incertitude, les traumas, les ressources en main-d'oeuvre (abondantes mais affaiblies), et la possibilité de conflit parmi les réfugiés et les personnes déplacées

• La disponibilité de la nourriture, la qualité des produits alimentaires, un panier de nourriture équilibré, la culture, le revenu, etc.

• Les problèmes politiques qui peuvent empêcher les interventions.

Un étang à l'extérieur du camp pour l'irrigation, et la pisciculture
Ghana Photo : A Adam Bradfort

Dans ce processus de développement, il est important de porter une attention soutenue à l'autonomie. La protection et l'appui aux moyens d'existence devraient constituer une première composante d'une réponse d'urgence et peuvent être un instrument pour la sauvegarde de la sécurité alimentaire et la réduction, au minimum, de la dépendance des bénéficiaires à l'aide humanitaire. Le développement des stratégies des moyens d'existence comprenant l'agriculture et l'élevage dépendra de la disponibilité et de l'accès à la terre, à l'eau d'irrigation, aux semences et aux ressources naturelles, mais également à la libre circulation. Les agences humanitaires peuvent fournir aux réfugiés des graines de semence, des outils et l'appui technique si nécessaire, mais l'accès à la terre et aux ressources communes est souvent entravé par les politiques mises en application par le pays d'accueil, qui peut limiter leur liberté et leur mobilité. En particulier, l'accès à la terre est limité par le système et les lois traditionnels au sujet de la propriété foncière ainsi que les droits d'usufruit. Comme illustré dans certains articles, il est nécessaire que les gouvernements d'accueil adoptent une attitude plus positive.

Les intérêts des bénéficiaires dans les activités agricoles peuvent évoluer avec le temps, car leurs besoins immédiats commencent à être satisfaits. Mais certains peuvent ne pas souhaiter commencer à produire des légumes car cela pourrait donner l'impression qu'ils doivent rester à cet endroit pendant une longue période. L'agriculture, pour beaucoup, a toujours un caractère permanent. Pendant la première période de secours d'urgence, la production agricole est peu probable, mais la planification de futurs emplacements de production doit être prise en considération dans la disposition des camps ou les plans de reconstruction de logement.

Les micro-technologies

Des similitudes existent entre l'agriculture dans les camps d'habitation et dans les zones urbaines et les bidonvilles. L'agriculture urbaine, avec son accent mis sur les technologies d'espaces confinés (voir le Magazine AU 10), l'utilisation des déchets organiques compostées et le recyclage des eaux usées, peut offrir de bonnes options pour la fourniture de légumes frais, d'oeufs, de produits laitiers et d'autres denrées périssables à la population de la "nouvelle ville" en plus de la génération d'un certain revenu. Souvent soutenus par des organisations humanitaires, les réfugiés commencent à accroître les cultures fortement nutritives pour leur propre consommation

Un enfant puisant l'eau d'un fossé de drainage
Photo : UNHCR

et pour subvenir à des besoins immédiats. Ces cultures exigent seulement un cycle de croissance court et un faible investissement, en utilisant des connaissances et des compétences traditionnelles (souvent disponibles). Un certain nombre d'articles dans cette édition décrivent l'utilisation des technologies d'espaces confinés qui ont été développées ou répandues dans les camps de réfugiés. Ces technologies, c'est-à-dire l'utilisation (très rare) des ressources locales (minimum de terre de mauvaise qualité, déchets organiques et eaux usées réutilisées, semences locales, etc.), réduisent les risques pour la santé et l'environnement. En outre, un des articles présente l'utilisation des jardins à plusieurs étages dans les bidonvilles de Nairobi.

Résilience

En plus de considérer l'agriculture comme une stratégie importante dans la transition de l'assistance à la réhabilitation et la reconstruction, l'agriculture devrait être intégrée dans les stratégies de réduction des catastrophes, car elle contribue à la résilience croissante à de futurs impacts des catastrophes. L'allègement est un terme collectif pour toutes les mesures prises avant la survenue d'une catastrophe (mesures d'avant-catastrophe), y compris l'état de préparation et les mesures à long terme de réduction des risques. Les nouvelles perspectives dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe ont démontré le rôle essentiel de la résilience et le lien fort entre la résilience et la durabilité des systèmes socio-écologiques. La résilience détermine la persistance des rapports dans un système. La résilience est une mesure de la capacité d'un ménage, d'une ville, d'une nation, à absorber des chocs et des stress (Wisner et al., 2004).

Une concentration sur la résilience signifie le fait de mettre l'accent sur ce qui peut être fait par un système ou une communauté elle-même et comment renforcer les capacités, notamment :

- La capacité à absorber le stress ou les forces destructives par la résistance ou l'adaptation
- La capacité à contrôler ou maintenir certaines fonctions et structures pendant des événements désastreux
- Capacité à récupérer ou à rebondir.

Les coûts de la restauration des communautés en quelque chose qui ressemble à leurs états d'origine sont beaucoup plus grands que les coûts d'investissement dans un programme de réduction des risques de catastrophe de la communauté et de l'augmentation de sa résilience avant l'avènement d'un sinistre.

Le rôle de l'agriculture urbaine dans la construction de la résilience, en outre, sera abordé dans la prochaine édition

Conclusions et recommandations

Les expériences prouvent que l'agriculture pratiquée par des réfugiés est non seulement une stratégie de survie pour que les personnes déplacées obtiennent provisoirement de la nourriture, mais c'est également une stratégie valable des moyens d'existence pour ceux qui s'établissent de manière permanente, et pour ceux qui reviennent par la suite dans leurs villes ou pays d'origine. Beaucoup de personnes déplacées, aussi bien dans les camps et dans et autour des villes, s'engagent dans l'agriculture pour la production de subsistance et pour le marché. Et de plus en plus d'autorités locales et nationales, aussi bien que des agences de secours humanitaire, ne permettent pas seulement mais soutiennent intentionnellement les activités de production agricole en tant qu'élément de leurs stratégies de développement (voir l'encadré sur le HCR). L'agriculture urbaine peut jouer un rôle important dans tous les aspects du cycle de la gestion des catastrophes et est un instrument et un outil politique multifonctionnel pour l'application pratique.

A la suite d'une catastrophe, l'agriculture urbaine peut contribuer à la sécurité alimentaire par la production de légumes frais, fournissant ainsi une alimentation équilibrée en même temps que d'autres programmes d'aide. Souvent ces camps n'ont pas beaucoup d'espaces disponibles, d'où l'importance de recourir à des micro-technologies, telles que les jardins à plusieurs étages. Pendant la période de rétablissement, l'agriculture urbaine fournit des moyens d'existence et contribue à une réhabilitation sociale et économique plus large, particulièrement dans les camps de longue durée, et dans et autour des villes, où les niveaux du chômage et de la pauvreté urbaine peuvent être particulièrement élevés. Selon la disponibilité de la terre, plusieurs formes d'agriculture urbaine peuvent être pratiquées dans de tels endroits.

Bien que les personnes déplacées aient un certain statut de protection, la réalité sur le terrain montre souvent qu'elles n'ont pas le droit d'utiliser la terre ou d'entreprendre des activités productives, comme les articles dans cette édition l'illustrent. Par conséquent, le statut des réfugiés et des Personnes Intérieurement Déplacées(PID) a besoin d'être amélioré et les agences de mise en œuvre doivent mettre particulièrement l'accent sur les droits de l'homme et certains droits, tels que l'accès à la terre pour le jardinage et l'agriculture.

En outre, le jardinage communautaire aide à établir différentes formes de capital (social, humain, financier, économique, physique, etc.), contribue à la résilience à

plus long terme et peut réduire l'impact de futurs chocs. Pour pouvoir établir des communautés viables et résistantes aux chocs, l'engagement actif des personnes elles-mêmes dans tout le processus est crucial.

Les politiques et les interventions pour favoriser l'agriculture des réfugiés doivent être inclus dans la planification et la conception au niveau des camps et devraient comporter:

a. Les aménagements adéquats des camps et bidonvilles (voir les directives du Projet Sphère)
b. La promotion des cultures et de l'élevage dans les espaces réduits et les technologies d'économie de l'eau
c. L'organisation d'appui et de formation, en technologie et dans des activités de réintégration et de réhabilitation
d. La fourniture d'intrants et d'aides financières (qui devient particulièrement importante lorsque les agriculteurs dans les situations de déplacés (à plus long terme) veulent passer de l'autoconsommation à la production de marché.

La génération de revenus provenant des moyens d'existence basés sur l'agriculture jouera un rôle de plus en plus important dans le développement de l'indépendance économique au sein de la population des réfugiés, et aidera à créer une transition efficace entre l'aide humanitaire et le développement à plus long terme. Il est probable que la disponibilité des biens d'équipements ou du prêt pour les petites entreprises permette aux personnes déplacées d'améliorer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire, et il est également probable que ces avantages se répercutent par la suite sur toute la communauté du pays d'accueil

Jardinage Collectif
Oryang

Faciliter le changement des opérations d'aide humanitaire vers la réhabilitation et le développement durable exige des innovations qui satisfont les besoins courants, tout en construisant et en intégrant de futures perspectives. Cela suppose la mise en place de mécanismes participatifs, tels que les groupements de producteurs ou de jardinage et les écoles de formation agricole. Ces approches mettent les communautés d'exploitation agricole au centre de l'ordre du jour du développement, renforçant ainsi leurs capacités

Un jardin domestique en période post-Tsumani
Photo : A. Adam Bradfort

techniques aussi bien que le renforcement de leur sentiment d'appartenance à la communauté. Les processus multiples entrant en jeu dans la participation des acteurs publics et/ou non gouvernementaux peuvent aider à renforcer la bonne gouvernance, ce qui est particulièrement important dans les Etats instables qui manquent de capacité et de bonne volonté gouvernementale pour assurer les fonctions et les services essentiels (OECD, 2008),

La production de la nourriture dans les camps et les villes, lorsque cela est approprié aux conditions locales, réduit la dépendance aux approvisionnements alimentaires extérieures, améliore la disponibilité et l'accès à une alimentation plus nutritive, et peut augmenter la résilience des gens et des villes dans le long terme.

Références

Références Alexander, D. 2000. Confronting Catastrophe: New perspectives on
natural disasters. Oxford University Press, Oxford, UK.

Hopkins, R. 2008. The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience. Green Books, Totnes, Devon.

Laeremans, L. and Sourani, A. 2005. Urban Agriculture in the Gaza Strip, Palestine. Urban Agriculture Magazine: Multiple Functions of Urban Agriculture, No. 15.

OECD. 2008. Service Delivery in Fragile Situations: Key concepts, findings and lessons. OECD/DAC Discussion Paper.

RUAF. 2008. Urban Agriculture for Resilient Cities; Green, productive and socially inclusive. DvD distributed at the World Urban Forum in Nanjing, China, November 2008.

UNHCR. 2006. The State of the World"s Refugees. UNHCR: www.unhcr.org or UNHCR Statistics: http://www.unhcr.org/statistics.html

UNHCR. 2008. Protecting Refugees & The role of UNHCR. Available at: http://www.unhcr.org/basics/BASICS/4034b6a34.pdf

Wisner, B.; Blaikie, P.; Cannon, T. and Davis, I. 2004. At Risk: Natural hazards, people"s vulnerability and disasters. Second Edition. Routledge, London.

De la dépendance à l'autosuffisance: l'expérience du nord de l'Ouganda

Astrid van Rooij, Norwegian Refugee Council – Uganda

Pendant plus de vingt années, les habitants de l'Acholiland dans la partie Nord de l'Ouganda luttent pour survivre au milieu de violents conflits. Beaucoup de personnes ont été tuées. Le long conflit a créé un niveau élevé de dépendance, et à la suite de la réduction de l'aide alimentaire, un programme de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance a été lancé pour promouvoir l'indépendance des personnes déplacées.

Les conflits ont eu pour conséquence le déplacement à l'intérieur des frontières de presque toute la population (près de 1.1 million de personnes), qui se compose principalement d'agriculteurs qui produisent le minimum vital. En 1996, le gouvernement Ougandais a créé des structures dénommées " villages protégés". Les populations doivent vivre étroitement ensemble afin que l'armée Ougandaise puisse assurer leur sécurité. Les vastes camps surpeuplés ont provoqué la manifestation de beaucoup de maladies. Les refugiés n'avaient pas assez de nourriture parce qu'il y avait peu de terres disponibles pour la production agricole. Ils ont également perdu la plupart de leurs effets, comme les semences et les outils, et en plus, leur bétail a été pillé. En août 2006, de sérieux pourparlers de paix ont commencé entre le gouvernement Ougandais et l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA). Ce processus a été positif, mais l'accord de paix complet n'est toujours pas signé.
En raison de l'amélioration de la sécurité, les refugiés ont commencé à quitter les camps pour des sites de passage (36%) et certains ont même regagné leurs domiciles (28%) (IASC, 2008). Un plus grand mouvement a eu comme conséquence un meilleur accès à la terre pour les Personnes Intérieurement Déplacées (PID) et les rapatriés.

Assurer la sécurité alimentaire

Lorsque les premiers camps ont été occupés, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), ainsi que le Conseil Norvégien des Réfugiés (CNR) ont commencé à distribuer de la nourriture à tous les PID. Ainsi, le taux de malnutrition a été maintenu en dessus d'un niveau acceptable. Dans certaines occasions, cependant, le réseau d'approvisionnement alimentaire a été brisé, ce qui signifie que les PID recevaient moins de nourriture. Elles ont dû rechercher des solutions, telles que la réduction du nombre de repas journalier et le rationnement de la nourriture pour faire face à cette situation.

En raison de la restriction de mouvements - les personnes étaient uniquement autorisées à se déplacer à moins de cinq kilomètres des camps – seul un certain nombre de PID pouvaient cultiver de petits lopins de terre autour des camps. En cultivant des légumes, elles voulaient apporter un supplément à leurs rations alimentaires fournies par le PAM et qui étaient alors composées de céréales, de légumes secs,

Marché dans un camp de PID à Layamo
Mulugeta WTsadik, UNHCR
Email: WTSADIK@unhcr.org

de pétrole et de sel. Cependant, pour beaucoup de raisons, les récoltes étaient habituellement petites et insuffisantes: le sol était épuisé parce que surexploité, les arbres et les arbustes étaient utilisés comme matériaux de construction et combustibles; il n'y avait qu'une quantité limitée de semences et d'outils manuels disponibles, les refugiés avaient peu de qualifications et des connaissances limitées (parce qu'on leur avait à peine enseigné la production agricole selon les nouvelles technologies et techniques émergentes) et il y avait un manque de capital.

Le long conflit et l'aide humanitaire ont créé un niveau de dépendance élevé, alors qu'en même temps le PAM proposait de réduire la ration d'aide alimentaire à l'avenir. Par conséquent, il était temps de penser à renforcer l'indépendance des PID. Dès lors, le CNR, avec l'appui du Ministère Norvégien des Affaires Etrangères et de la Fondation Hollandaise des Réfugiés (Stichting Vluchteling, SV), a commencé à piloter un programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistances dans trois zones en 2005. En même temps, le SV a soutenu d'autres interventions agricoles de petites tailles mises en application par des organisations locales.

Appui aux PID et aux rapatriés

Le programme examine l'accessibilité, la disponibilité, et l'utilisation de la nourriture et les risques liés à ceux-ci par la production agricole, les activités génératrices de revenus et la protection de l'environnement. Le programme embrasse dans toutes les composantes des approches semblables afin d'atteindre ses bénéficiaires et avoir un impact sur le terrain:
1. L'apport d'aide afin d'assurer le démarrage ;
2. La formation pour augmenter la connaissance et les compétences appropriées
3. Les techniques de suivi et d'évaluation.

En raison du niveau élevé de dépendance, l'appropriation des interventions est considérée comme très essentielle pour le succès. La CNR a développé son programme de telle sorte que les PID et rapatriés eux-mêmes puissent choisir leurs propres

initiatives agricoles ou non-agricoles pour lesquelles ils fournissent eux-mêmes certains des apports localement disponibles.

En donnant des connaissances, des sources de nourriture et de l'argent, le programme aide les PID et les rapatriés à faire face à leur situation à court terme et à obtenir aussi bien des compétences et des pratiques qui leur seront bénéfiques quand elles reviendront à leurs lieux d'origine à plus long terme. Le personnel technique des municipalités et le personnel des organisations locales participent à la formation et au suivi. Ceci leur (les participants) permet d'être à jour par rapport aux derniers développements dans leurs domaines et d'être entièrement impliqués dans les programmes de rétablissement dans leurs zones.

La Production agricole

Lorsque la plupart des PID vivaient toujours dans les camps et que la terre n'était disponible seulement que dans les environs, la production agricole a été limitée à de petites parcelles de terrain. Principalement les légumes et les cultures locales telles que les arachides, le sésame, le millet et les haricots ont été utilisés pour la propre consommation des familles, et comme suppléments à l'aide alimentaire. Puisque la terre fut un facteur contraignant et que les PID dans les camps avaient à peine de l'espace dans leurs concessions, on a enseigné aux personnes déplacées d'autres méthodes de cultures qui ne nécessitaient pas beaucoup de terre, comme les légumes poussant dans un sac ou les cultures près du déversoir d'un forage et/ou d'un robinet. Le groupe cible a été équipé d'appuis nécessaires comme les semences et les outils améliorés. La formation fournie a précédé la saison agricole de sorte que ce qui a été appris puisse immédiatement être mis en pratique et que les informations ne soient pas trop difficiles à comprendre, en particulier pour la majorité des participants qui ne sont pas instruits.

Pendant le processus –encore en cours – de retour prolongé et qui en général améliore l'accès à la terre, les refugiés ont lentement commencé à cultiver plus de surfaces arables. Au départ, les plantes oléagineuses étaient prédominantes dans ce domaine puisque l'excédent peut être vendu à un prix raisonnable. En raison de la distribution complète de graines par d'autres organisations, graduellement plus de variétés de récolte et plus de stocks de graines ont été établis. Ceci a mené à une variation dans l'approche – de la distribution directe de graines de semences aux foires à graines – où les membres de la Communauté peuvent vendre leurs surplus en graines et gagner un revenu tandis que d'autres (avec l'aide de quittances) peuvent diversifier et augmenter leurs réserves de graines. Ces revenus permettent au groupe cible de commencer à investir dans l'initiative agricole, par exemple en achetant des outils manuels lorsque ceux qui ont été distribués auparavant sont usés.

Activités Génératrices de Revenus

Comme la plupart des personnes ont à peine accès à la terre au début du programme, on a cherché des alternatives pour diversifier leurs régimes et augmenter leurs revenus par le développement économique des initiatives liées aux camps. Ceci a limité la portée des interventions mais a toujours permis aux PID de gagner une certaine somme d'argent additionnelle pour la nourriture et d'autres besoins élémentaires. La plupart de l'appui est donné aux groupes impliqués dans le petit commerce et aux groupes prenant soin de petits animaux comme les chèvres. En plus de leur principale initiative, beaucoup de groupes mettent en place un fonds renouvelable, qui dans certains cas est soutenu par le programme. Ici, aussi, des compétences et la formation en affaires et la disposition d'appui sont considérées comme très essentielles afin d'assurer des rendements. La surveillance étroite, le suivi et l'évaluation technique donnent au groupe l'occasion de gagner vraiment un certain revenu supplémentaire.

Quand ces populations ont commencé à retourner plus près de leurs domiciles, il y avait plus d'occasions de générer un revenu. Les initiatives basées sur l'agriculture telles que l'achat et la vente des produits et la location de matériel à traction sont devenues une vraie option. Afin de réduire les risques, la diversification des initiatives est devenue importante, ayant pour résultat une variété d'activités génératrices de revenus telles que le transport, la boulangerie, l'apiculture, la restauration et les moulins de meulage. Une meilleure production des cultures de rente est devenu l'activité génératrice de revenus la plus appropriée et a procuré plus d'argent pour les aliments et les besoins domestiques essentiels.

La Conservation de l'Environnement

Pendant le campement, les PID se sont uniquement appuyés sur l'environnement près du camp pour la fourniture des poteaux de construction, des toitures de chaume et du bois de chauffage. Ceci a eu comme conséquence l'épuisement des ressources naturelles sur la terre appartenant aux communautés locales. Les sols épuisés ont un faible rendement et par conséquent la sécurité alimentaire est négativement affectée. Cela signifie que les femmes doivent marcher sur de plus longues distances et passer plus de temps pour rassembler le bois de chauffage pour la cuisine. Pour cette raison, le programme a utilisé des foyers améliorés, économiseurs d'énergie, fabriqués à partir de matériels locaux disponibles. Le programme a assuré la formation des formateurs, fourni des kits de construction comprenant des moules et payé les formateurs pour chaque foyer amélioré fabriqué et en service. Au début, les femmes qui utilisaient les fourneaux ont dû apprendre à employer la quantité appropriée de bois de chauffage pour éviter de brûler la nourriture.

Niveaux d'utilisation et de production de la terre en Acholiland

Les PID et les rapatriés bénéficiant du programme ont pu graduellement obtenir plus de terres pour la culture. Dans la deuxième saison de 2006 en moyenne 1.8 demi-hectares par ménage était utilisé comparé à 3.4 demi-hectares pendant la saison des pluies de 2007. On ne s'attend pas à ce que les terres utilisées par ménage augmentent beaucoup plus car la main d'oeuvre ne sera pas suffisante pour cultiver plus de terre. Les terres utilisées en moyenne par ménage en Acholiland ne bénéficiant pas du programme dans la première saison des pluies de 2008 étaient environ 1.5 demi-hectares (LUCYA, FAO/WFP, 2008).

Avec une plus grande disponibilité des terres, les niveaux de production ont également augmenté, comme illustré dans le tableau ci-dessous. Les plantes oléagineuses sont parmi les cultures les plus importantes en Acholiland. Elles sont employées pour la propre consommation (principalement sous la forme de pâte) et pour la vente. Les autres cultures préférées sont : le manioc, le millet, le sorgho, les haricots, le pois à oeil noir, le pois à pigeon et le pois chiche vert.

Revenus générés

Environ 750 ménages (dans 35 groupes) avaient participé au premier cycle des activités génératrices de revenus. La plupart d'entre elles ont été impliquées pendant environ une année. Toutes les activités n'étaient pas immédiatement profitable à cause du coût de démarrage et le fait que certaines activités, comme la traction animale, ont pris du temps à décoller (les animaux devant être entraînés d'abord); ce travail étant saisonnier. En moyenne, les groupes ont pu économiser Ugx 530,000 (1800 Ugx = 1 USD), tandis qu'en même temps la plupart des groupes avaient des prêts de fonds exceptionnels renouvelables d'environ Ugx 20.000 à Ugx 30.000 par membre (i.e. Ugx 400,000 à Ugx 600,000 au total). Les membres Individuellement ont effectué des activités comme le petit commerce pour compléter leurs revenus de ménage également.

Quand le processus de retour a commencé, il était évident que l'épuisement des ressources naturelles deviendrait un problème également pour les nouveaux lieux de transit. Beaucoup de gens auraient besoin de matériaux de construction. Puisqu'elles demeurent en ces lieux pendant un temps relativement court, elles peuvent ne pas être préoccupées par leur environnement immédiat. Pour contrecarrer ces processus, le programme a décidé d'ajouter une composante d'agrosylviculture, dans laquelle des pépinières d'arbres de la communauté sont implantées. Les variétés d'arbres servent aux différents besoins des communautés en poteaux de construction, en bois de chauffage, en fourrage, en fruits, etc. Selon le contexte local, les arbres sont plantés sous forme de forêt, comme cordon entre les cultures ou en tant qu'arbres dans les concessions.

Leçons apprises

Dès le début, le programme s'est concentré sur un retour potentiel, ainsi diverses interventions ont été développées de telle manière qu'elles soient adaptées dans diverses phases de déplacement. La plupart des savoir-faire appris dans les trois composantes du programme peuvent être utilisées de la phase de secours au rétablissement et au développement. Par exemple, les pratiques agronomiques améliorées comme la fabrication et l'utilisation des foyers améliorés, économiseurs d'énergie sont également envisagés dans les lieux de retour où l'appui du programme n'est pas fourni.

En raison de la grande ampleur du conflit, pendant lequel la population entière a été déplacée, les catégories de vulnérabilité ont été les critères principaux pour le choix des groupes cibles. Par conséquent, beaucoup de femmes ont été considérées comme bénéficiaires directes des diverses interventions, ce qui les a revalorisées considérablement. Cependant, les hommes ont été souvent délaissés, cela a créé différents problèmes de relation de genre par rapport à la période d'avant campement. Au retour, on s'attend à ce que les hommes occupent leurs rôles traditionnels - ce qu'il n'avait pas fait pendant plusieurs années. En changeant sa focalisation, non pas sur les catégories de vulnérabilité mais sur les besoins, le programme sera plus sensible au genre.

Depuis que le processus de retour a commencé au Acholiland, où l'agriculture et les activités connexes à l'agriculture constituent l'épine dorsale de l'économie, les problèmes liés à la terre sont devenus plus évidents. Les conflits sur la délimitation et la propriété foncière sont maintenant courants, tandis que le manque de propriété foncière est devenu plus prononcé, particulièrement chez les personnes très vulnérables. Ceci affecte les vies jusqu'à un certain niveau et il y a un effet négatif sur le processus de retour. Les programmes d'assistance judiciaire aident les personnes affectées.

En plus d'un conflit qui s'éternise, le nord de l'Ouganda a également été éprouvé par les effets du changement climatique alors que la saisonnalité des pluies a changé rigoureusement pendant les dernières années. Il y avait tout d'abord deux saisons de pluies distinctes, mais maintenant il semble y avoir une longue saison de pluies avec une certaine poche de sécheresse dans l'intervalle. Pour permettre aux agriculteurs de devenir plus résilients à ces genres de chocs et par conséquent empêcher de nouveaux déplacements, le concept de la réduction de risques de catastrophes liés à la communauté est présenté.

Tandis que le CNR pouvait lancer un programme pilote relativement grand, Stichting Vluchteling a apporté un appui à deux ONG locales qui projetaient une intervention agricole similaire à la même période. Pour les ONG locales il semblait plus difficile d'éveiller les consciences sur de nouvelles méthodes agricoles pour augmenter la production. Les organisations tendaient à renforcer des pratiques déjà connues dans les communautés et étaient moins équipées pour présenter de nouvelles pratiques liées à l'amélioration de l'agriculture.

Tandis que le processus de retour au Nord de l'Ouganda est fermement en cours, on doit se rendre compte que les diverses phases du déplacement sont encore présentes. Cette situation complexe exige la flexibilité et l'esprit d'innovation. Pour surmonter certains des défis, le CNR examine un système à travers lequel, non seulement il soutiendrait directement les PID et les rapatriés, mais collaborerait également davantage avec les autorités locales et des organisations afin de renforcer leurs capacités et assurer la continuité des interventions après le départ du CNR

Références

Christoplos, Christopher, Catherine Longley and Tom Slaymaker (2004). Les rôles changeants de la réadaptation agricole : les liens de l'aide d'urgence, du développement et de l'appui aux moyens de subsistance rurales. Overseas Development Institute, Humanitarian Policy Group.

Elmekki, Abdel-Galil (1999). Crises alimentaires: leurs racines dans les crises politiques et développementales d'un pays. In: Mohamed Suliman: Ecology, politics & violent conflict. London: Zed Books.

IASC (Uganda), chiffres du mouvement de la population, août 2008

Renforcement de la sécurité alimentaire des ménages dans les camps de réfugiés en Ethiopie

Mulugeta WTsadik, UNHCR
Email: WTSADIK@unhcr.org

La région somalie est située dans la région orientale de l'Ethiopie. Sa capitale, Jijiga, est située à 635 kilomètres d'Addis-Abeba la capitale de l'Ethiopie. Actuellement il y a trois camps de réfugié dans cette région, à savoir Kebribeyah, Awberie et Sheder, qui accueillent ensemble environ 28.500 individus. Pour permettre aux réfugiés de compléter leur ration alimentaire essentielle, le HCR et ses associés ont lancé un certain nombre de projets de jardinage. Les résultats aideront le HCR à décider d'une approche plus formelle au jardinage dans les camps de réfugié.

Le flot de réfugiés vers les camps est continu, avec une moyenne de 1000 individus arrivant par mois et environ 16.000 demandeurs d'asile attendent d'être admis au camp de réfugiés nouvellement ouvert de Sheder. La plupart des réfugiés dans cette région proviennent de la Somalie, du Soudan et de l'Erythrée. En septembre 2008, le nombre total de réfugiés accueillis en Ethiopie était environ 77.000..

La plupart des réfugiés somalis sont arrivés en 1991 au moment où les seigneurs de guerre venaient de renverser le dictateur Mohamed Siad Bare, qui fut au pouvoir pendant près de 21 années, et la Somalie s'est transformée en état de chaos. Une autre vague est arrivée en 1994 après que la guerre a éclaté entre les factions rivales dans le nord-ouest de la Somalie. Ces réfugiés ont été au départ installés dans huit camps de réfugiés, mais sept d'entre eux furent fermés après un rapatriement volontaire en 2005. Seul le camp de Kebribeyah est resté ouvert, jusqu'à ce que deux autres camps soient ouverts dans la région (Teferiber en 2007 et Sheder en 2008) due à la montée du conflit, qui continue aujourd'hui encore, entre le gouvernement de transition et les autres seigneurs de guerre somalis. La plupart des réfugiés soudanais sont arrivés en Ethiopie en 1991 et en 1992 du Sud Soudan au début de la guerre civile. Ces réfugiés ont été placés dans cinq camps de réfugiés dans la région occidentale de l'Ethiopie. Les réfugiés Erythréens ont franchi pour la première fois la frontière éthiopienne peu après le conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée en mai 2000, et depuis juin 2004 ils ont été replacés dans la zone occidentale de la région de Tigray. Plusieurs groupes parmi les réfugiés Ougandais et Erythréens sont des agriculteurs et des éleveurs.

Sécurité alimentaire

Un certain nombre de problèmes liés à la sécurité alimentaire ont été identifiés par le HCR et le PAM dans les camps pour réfugiés en Ethiopie. D'abord, les réfugiés n'obtiennent pas une nourriture appropriée. Presque 90 pour cent des réfugiés ont vécu en Ethiopie pendant plus de 15 années, et dépendent entièrement de l'aide alimentaire, ce qui signifie qu'ils ont reçu le même type d'aliment pendant tout ce temps: céréale (blé et/ou maïs), huile végétale, sel et sucre (s'élevant dans l'ensemble de 1750 à 2100 kcal/jour/personne). En second lieu, la diversité diététique est très pauvre, en raison du manque d'accessibilité aux aliments frais (qui sont également rares dans la région). Le HCR ne peut pas fournir des légumes frais dans beaucoup de camps de réfugiés, tandis que la politique foncière actuelle des gouvernements d'accueil ne permet pas aux réfugiés de cultiver d'eux-mêmes en dehors des camps. Troisièmement, on a constaté que les enfants et les femmes enceintes sont particulièrement vulnérables. Les taux d'anémie chez les enfants et les femmes en âge de procréer sont élevés. Bien que ces taux aient été réduits de 35 - 67 pour cent en 2007 à 34 - 38 pour cent en 2008, ils sont toujours trop élevés et constituent un souci de santé publique.

En se basant sur ces résultats, le PAM a commencé en août 2007 à fournir une ration alimentaire plus diversifiée, y compris les légumes secs et les mélanges enrichis de maïs et de soja (CSB).Le HCR a décidé de fournir du beurre d'arachide (50g), de la pâte de tomate (70g) et des lentilles (50g) pour les femmes enceintes et les enfants de 6 à 24 mois. De plus, afin de permettre aux réfugiés de compléter leur ration alimentaire essentielle et de les décourager de vendre une partie de leur ration alimentaire (pour le revenu, en partie utilisée pour acheter des légumes), le HCR a lancé un certain nombre de projets de jardinage.

Le HCR et ses partenaires

Le mandat du HCR est d'assurer une protection efficace et de qualité aux réfugiés et aux personnes concernées et de trouver des solutions durables d'une façon cohérente à travers le monde. Le HCR est la principale institution de soutien de l'Ethiopie, et ses principaux associés internationaux sont le PAM, ZOA Refugee Care et l'IRC Lutheran World Federation (LWF). Le Programme Alimentaire Mondial de l'ONU (PAM) coordonne la fourniture de nourriture (une ration générale de nourriture) pour les réfugiés, tout comme les rations alimentaires supplémentaires du programme d'alimentation sélectif et le programme d'alimentation scolaire dans les camps de réfugiés.
L'O.N.G ZOA travaille activement avec les réfugiés somalis et les Personnes Déplacées sur diverses questions de la vie, telles que la protection de l'environnement, le développement et la formation des compétences professionnelles, les activités génératrices de revenu, le jardinage en arrière-cour et les activités d'approvisionnement en eau.
Les principaux partenaires du HCR en Ethiopie sont les instituts tels que ARRA, l'administration en charge des réfugiés et des rapatriés (le partenaire de mise en œuvre gouvernemental), les O.N.G. locales telles que Save Rural Society (SRS), qui se concentre sur la protection de l'environnement, et l'Organisation du Bien-être de la Mère et de l'Enfant (MCDO).

Production alimentaire et jardinage

Le jardinage à domicile fournit une stratégie peu coûteuse et durable pour renforcer la sécurité alimentaire des ménages. Le jardinage améliore l'accès direct à la nourriture, et quand il ne dépend pas trop fortement des intrants importés et coûteux, il augmente l'indépendance des ménages. Les parcelles de production végétale combinées à la production animale fournissent des valeurs nutritives supplémentaires élevées, y compris les protéines et les vitamines, qui sont particulièrement importantes pour les groupes vulnérables (enfants sous-alimentés, femmes enceintes et allaitantes et personnes malades). En outre, le produit excessif peut être facilement mis sur le marché local. Les activités proposées dans le projet peuvent être facilement menées par les femmes et sont des activités acceptables par les ménages dirigés par les femmes. Le jardinage crée en plus une opportunité de travailler pour soi même et stimule la capacité des femmes.

Les critères suivants sont importants dans les projets de jardinage lancés par le HCR et ses partenaires:

- Les réfugiés et les personnes déplacées ne doivent pas être sur le point d'être rapatriés au cours de l'année suivante (on doit s'assurer plutôt que le nombre augmente, et qu'il y aura un personnel disponible dans les camps).
- On doit espérer que la situation sécuritaire ne se détériorera pas d'une manière significative et que les conditions du marché resteront plus ou moins stables.
- Il y'a de l'intérêt pour le jardinage en arrière cours et l'élevage de la volaille, et un engagement et une coopération peuvent être attendus de la communauté et des agences de mise en œuvre.

Dans la Région de l'Etat de Somalie, le projet de jardinage initié par ZOA, le HCR et ARRA se concentre sur les camps de Shimelba, Aw Bare et Kebribeyah et de leurs environs immédiats. Même avant le début du projet, certains réfugiés des camps de réfugié de Kebribeyah et Aw Bare avaient déjà commencé le jardinage en arrière-cour avec des moyens disponibles limités (la plupart de ces jardiniers sont des femmes, mais il est très difficile de donner le nombre exact de personnes concernées). Dans le camp de réfugiés de Kebribeyah la plupart des réfugiés ont assez d'espaces dans les arrière-cours pour la production agricole et la terre est relativement riche. A Aw Bare, chaque famille possède environ 70m2 de terre, un peu caillouteuse mais qui contient assez de couche arable.

Les premiers groupes cibles du projet sont les ménages ayant plus de trois enfants en dessous de cinq ans; les ménages avec des femmes ou des enfants qui sont gravement anémiques; des ménages avec des enfants gravement malnutris; les familles des personnes vivant avec le VIH/Sida; les handicapés; les ménages provenant d'un milieu où l'agriculture est pratiquée; et les ménages qui aident les personnes âgées. La priorité est donnée aux personnes qui satisfont ces critères et qui sont fortement motivées. Au total il y'a 400 bénéficiaires (200 ménages par camp qui ont commencé le jardinage en arrière cour et l'élevage de la volaille).

Le HCR et ZOA donnent un appui aux réfugiés choisis en fournissant la formation et le matériel (graines, outils de ferme, et également des sachets en plastique pour la collecte de l'eau). Les légumes communs les plus cultivés par les communautés de réfugié sont le chou frisé, l'épinard, le gombo, le poivron, le poivre, la tomate, l'oignon, le chou, le pois de vache et le sorgho. La volaille est également produite.

On ne permet pas aux réfugiés d'utiliser la terre en dehors des camps. Le manque d'eau est également un problème important dans la plupart des camps de réfugiés. La plupart des réfugiés n'ont pas accès aux matériels de production comme les semences, différents outils de ferme, le capital initial, et ils n'ont pas également souvent de compétences pour entreprendre des pratiques en matière d'agriculture en arrière-cour ou en production animale.

En se basant sur les activités de jardinage en cours dans les camps de réfugiés en Ethiopie et ailleurs, le HCR a déjà déterminé que plus de détermination est nécessaire dans:

- La formation sur les pratiques en matière de jardinage en arrière-cour, la production de volaille, la nutrition et la préparation des repas et sur les activités génératrices de revenu;
- la fourniture de semences, de jeunes plants d'arbres fruitiers et de volaille de race qui sont adaptés au climat et aux sols;
- la promotion des technologies appropriées de collecte d'eau, la préparation et l'utilisation du compost;
- L'identification et le choix des activités génératrices de revenu viables.

L'agriculture dans les camps de réfugiés est également entravée parce que : 1) la plupart des familles manquent de capital pour l'investissement, 2) certains réfugiés sont en attente de rentrer chez eux mais veulent cependant entamer des activités agricoles; 3) beaucoup de femmes ne sont pas capables ou n'ont pas la permission d'effectuer des travaux éprouvants (et d'autres facteurs physiologiques et sociologiques); et 4) il y a un manque d'engagement de la part du gouvernement / de la communauté d'accueil pour fournir des conseils aux réfugiés.

Technologies prometteuses

Les jardins à plusieurs étages (JPE) sont l'idéal pour les régions où la terre est rare, la qualité du sol est pauvre et la disponibilité de l'eau est réduite comme dans la région orientale de l'Ethiopie. Ils exigent seulement l'espace requis pour cinq sacs de graines. Le HCR et ses associés prévoient de fournir les matériaux nécessaires à la fabrication de ces JPE. La méthodologie peut être facilement utilisée dans de petits secteurs (aussi petits que 10 m 2). Un mètre additionnel de terre est nécessaire pour loger deux poulets dans l'espace directement derrière la cour. L'introduction des JPE sera soutenue par la formation sur le renforcement des capacités et les technologies de collecte et d'économie de l'eau.

Vers une approche plus formelle du jardinage pratiqué par les réfugiés avec le HCR

Notes d'une conversation téléphonique avec Ahmed Baba Fall, **Spécialiste en Nutrition et Chargé du Projet Réintégration au HCR, Bureau de Genève.** (Décembre 19, 2008) Commentaires de Ahmed Baba Fall

Le HCR avait soutenu le jardinage dans les camps de réfugiés en tant qu'élément de ses activités de services communautaires depuis le début des années 90. Cet appui se compose principalement par la prise en considération du jardinage dans la conception des dispositions du camp (si possible) et la fourniture des graines et des outils sur une base ad hoc. Selon la phase de l'intervention (urgence, secours ou réhabilitation), la situation agro écologique locale et l'attitude du gouvernement d'accueil et des réfugiés, le HCR décide du type d'intervention requis. Les techniques communes appliquées ont été le jardinage en arrière-cour, à plusieurs étages et dans des trous de serrure, mais si plus de grandes parcelles de terrain sont disponibles, d'autres types de technologies rurales sont appliqués, tels que la mono ou l'inter culture, les pépinières, le jardinage dans les allées, etc.

Les vues du gouvernement sur ces pratiques changent largement et dépendent de la situation économique et politique du pays concerné. Mais, même au sein des pays, l'attitude envers le jardinage peut changer à travers le temps, du à la dynamique interne. En Tanzanie par exemple, les réfugiés qui sont arrivés en 1972 ont eu de grandes parcelles de terrain pour cultiver et un gouvernement très attentionné leur a enseigné des techniques de cultures, tandis que les réfugiés qui sont arrivés là-bas après 1993 ont été abrités dans des camps semi-fermés, et où le jardinage et l'intégration locale étaient beaucoup plus restreints. Les réfugiés soudanais dans l'Ouest de l'Ethiopie ne font face à aucun problème pour accéder à la terre arable, alors que les réfugiés en Ethiopie orientale sont très limités dans leurs mouvements. Le développement des activités de production alimentaire dépend donc beaucoup de la disponibilité et de l'accès aux ressources locales comme la terre arable.

Le projet pilote dans trois camps de réfugiés en Ethiopie (décrite ci-dessus) signifie le début d'une approche plus formelle du HCR envers le jardinage des réfugiés. Il n'y a aucune politique spécifique sur le jardinage, mais il fera partie de l'approche des moyens d'existence de l'organisation. Le HCR vise à systématiser les expériences du jardinage et commencera à évaluer les impacts de la production alimentaire sur la nutrition et à identifier les besoins en formation agricole des réfugiés (ceci n'a pas été fait avant). Les résultats permettront la réplique des projets semblables ailleurs.

Des bidons qui ont contenu des suppléments en vitamine A sont réutilisés pour semer des graines
Photo UNHCR

On dit souvent que beaucoup de personnes dans des situations prolongées de réfugié sont indépendantes, mais les évaluations du HCR prouvent que très souvent il y a des insuffisances nutritives significatives et les niveaux de nutrition requis ne sont pas toujours atteints. Une alimentation complémentaire est encore nécessaire. Le HCR fournit principalement la nourriture complémentaire ou supplémentaire (arachides, tomates), tandis que le PAM fournit les besoins alimentaires essentiels (céréales, légumes secs). Le type de nourriture qui est distribuée dépend des préférences et de la disponibilité locale. Ces produits alimentaires sont importés lorsqu'ils sont indisponibles localement, ce qui est très coûteux. Par conséquent un décalage vers la production végétale locale par les réfugiés eux-mêmes est une approche plus rentable et plus durable.

En plus de l'adoption d'une attitude plus formelle en ce qui concerne le jardinage, le HCR projette d'éveiller les consciences sur les avantages multiples du jardinage parmi ses propres directeurs de programme aussi bien que parmi les réfugiés et les gouvernements d'accueil. Le HCR demeure convaincu des avantages du jardinage (puisqu'il peut mener à une récolte de 12 kilogrammes de légumes par mois et par ménage) et voudrait également se concentrer sur des aspects de vente.

Un défi spécial et croissant identifié par le HCR est la réalisation de la sécurité alimentaire chez les réfugiés des zones urbaines, qui vivent parmi la population urbaine et sont plus difficiles à cibler que les réfugiés dans les camps. En même temps que d'autres agences de développement (de l'ONU) le HCR cherche à intégrer ces personnes avec des programmes et des objectifs de développement pour intégrer localement les réfugiés et les (rapatriés) personnes qui retournent chez elles après une longue absence (un processus qui peut aller de 5 à 10 ans).

Particulièrement dans le contexte de la crise alimentaire actuelle, l'optimisation de ces réfugiés urbains est un souci important. Damas est le premier cas où la nourriture a été distribuée aux réfugiés urbains. En même temps que le PAM, le HCR recherche des occasions de soutenir davantage les réfugiés urbains dans la sécurité alimentaire, et l'agriculture urbaine est un facteur important dans cet effort.

19 Décembre 2008

Promotion de l'agriculture urbaine en période post-conflit dans les environs de Freetown, Sierra Leone

Saidu Kanu
Njala University, PMB, Freetown, Sierra Leone
Email: saidukanu@yahoo.com
Paul Tengbe
Fourah Bay College, University of Sierra Leone, Freetown, Sierra Leone
Thomas R.A. Winnebah
Njala University, PMB, Freetown, Sierra Leone
Pamela Konneh
Ministry of Agriculture Forestry and Food Security, Sierra Leone.

La Sierra Leone fut éprouvée par une guerre civile entre 1991 et 2002 à la suite de laquelle beaucoup de Personnes Intérieurement Déplacées ont fuit afin de rejoindre la région de Grand Freetown (GFA). Pendant et après cette période malheureuse, l'agriculture urbaine est devenue une stratégie importante de moyens de subsistance. On l'identifie de plus en plus comme un moyen fiable pour assurer l'autosuffisance alimentaire et la création d'emplois

La Sierra Leone, un petit Etat de l'Afrique Occidentale est actuellement considérée comme le pays le plus pauvre du monde (PNUD, 2007). En dépit des ressources naturelles abondantes et du climat agricole favorable, l'économie du pays a été en déclin régulier depuis le début des années 80. Ceci peut être attribué à une variété de facteurs, dont la toute première est la longue guerre civile qui vient de se terminer récemment mais qui a duré près d'une décennie (1991-2002).

On estime que la région de Grand Freetown couvre maintenant environ 8.100 hectares, et que près d'un quart de la population du pays : environ 1 million de personnes (Données de 2005), réside à Freetown (recensement 2004). Avant cette période, l'exode rural était déjà important, la population, par exemple, a presque quadruplé entre 1963 et 1985. Mais dans les années 90 la vie économique et la sécurité alimentaire se sont détériorées très rapidement, et pendant les conflits civils, l'agriculture a resurgi dans la ville. Les familles rurales étaient déstabilisées et traumatisées par les rebelles insurgés, causant une vague de migration spontanée des personnes. Plus de 2 millions de personnes ont été déplacées, et les activités économiques principales, telles que l'agriculture, l'exploitation minière, et la sylviculture, ont été perturbées. Les personnes ont inondé Freetown, augmentant la demande en nourriture.

Après la guerre, un nombre significatif de personnes déplacées des zones rurales ont préféré rester de manière permanente dans la ville pour chercher du travail et améliorer leurs conditions de vie. Cette population accrue a créé de fortes pressions sur les approvisionnements alimentaires, les équipements et les services urbains. Une majorité de ces habitants des zones urbaines sont des migrants ruraux, possédant une forte expérience dans le domaine agricole. Tous les ouvriers du secteur public sont devenus sans emploi, et certains de leurs conjointes ont rejoint le secteur informel, cultivant des légumes à feuilles et vendant les fruits et légumes dans et aux environs de la municipalité de Freetown. Les jeunes et les femmes déplacés ont rejoint la chaîne urbaine de vente des produits agricoles en préparant des aliments à cuisson rapide pour un nombre de plus en plus important des membres de famille de chômeurs, de célibataires, de séparés, ou de divorcés. Ces facteurs ont contribué à une expansion significative de l'agriculture urbaine et périurbaine comme une stratégie de réaction principale dans l'augmentation essentielle des stocks alimentaires.

L'agriculture urbaine est une stratégie appropriée pour améliorer la production alimentaire en période de crise
Photo : René Van Veenhuizen

Considération particulière envers l'Agriculture Urbaine

En 2002 un Programme National de Sécurité Alimentaire dénommé "Opération Nourrissez la Nation" a été lancé. Le but principal de ce programme était d'augmenter de manière significative la production alimentaire nationale par la production accrue de nourriture dans tous les systèmes de production agricole. Il fait référence à l'agriculture urbaine et périurbaine. La croyance que le développement agricole est un élément critique dans le développement économique et l'allégement de la pauvreté s'infiltre maintenant dans toutes les actions gouvernementales, comme illustré dans la Revue du Secteur Agricole (ASR, 2004) et la publication des stratégies de réduction de la pauvreté du pays (PRSP, 2005). L'agriculture urbaine est devenue l'une des stratégies de survie adoptées par la population urbaine de Freetown, et contribue de manière significative aux approvisionnements alimentaires dans la ville. La revue du secteur agricole de la Sierra Leone commanditée par le gouvernement de la Sierra Leone, par la FAO et la Banque Mondiale reconnaît l'importance de l'agriculture urbaine et périurbaine dans l'allégement de la pauvreté et la réalisation de la sécurité alimentaire. Par conséquent des organisations non gouvernementales locales et internationales ont lancé des programmes d'agriculture urbaine et périurbaine à Freetown.

Des institutions éducatives plus élevées ont joué un rôle important dans l'éveil des consciences au sujet de l'importance de l'agriculture urbaine dans la période d'après conflit à GFA parmi les partenaires principaux, qui depuis 2005 se rencontrent régulièrement sous la bannière du Programme de l'Agriculture Urbaine et

Périurbaine de Freetown (FUPAP) et ont développé un Plan d'Action Stratégique de la Ville.

Avec la fin officielle de la guerre en 2002, les grandes institutions éducatives (c'est-à-dire Njala University College et Fourah Bay College, faisant toutes partie de l'université de la Sierra Leone), en collaboration avec leurs partenaires internationaux et le ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la sécurité alimentaire (MAFFS) ont commencé à favoriser l'agriculture urbaine à Freetown. Pour aider à alimenter la ville, depuis 2005 le ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MAFS) a favorisé les associations agricoles urbaines et la formation des jeunes agriculteurs sous l'égide du Projet Spécial de l'Organisation Alimentaire et agricole pour la sécurité alimentaire des Nations Unis.

Dans le cadre du travail du programme « Villes Agricoles du Futur » (V.A.F.) de la Fondation RUAF, l'initiative du FUPAP a été lancée à Freetown en 2006. RUAF-CFF facilite le Processus Participatif de Planification et de Formulation de Politiques (3PFP) (MPAP en anglais) sur l'agriculture urbaine à Accra, de manière à appuyer les autorités de la ville en identifiant les avantages de l'agriculture urbaine en relation avec la question de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de la gestion environnementale. Avec le rétablissement du conseil municipal de Freetown, nouvellement constitué, une équipe de partenaires sous le FUPAP travaille vers la pleine intégration de l'agriculture dans les programmes de développement de ville. En 2009, le RUAF focalise ses activités à Freetown dans le développement de la chaîne de production et le renforcement des organisations de producteurs dans le cadre de l'Initiative « Promotion des Filières Agricoles Urbaines Porteuses ». L'agriculture urbaine sera encore soutenue dans le cadre de deux programmes financés par le programme de l'Union Européenne sur la sécurité alimentaire qui a commencé également en 2009.

Un partenariat de trois ans crée par DelPHE, faisant participer des institutions de la Sierra Leone, du R-U et de la Nouvelle Zélande, a été lancé en janvier 2008 à un point crucial dans la phase de reconstruction post-conflit du pays, dans le but de contribuer à une plus grande compréhension de l'incidence, de la dynamique et de l'importance de l'AUP dans les ménages à Freetown.

Agriculture Urbaine

L'agriculture urbaine et périurbaine a été toujours pratiquée à Freetown comme source de nourriture, de revenu et d'emploi, mais c'est seulement durant les six dernières années que son importance a été reconnue. Elle contribue sensiblement au développement économique local de Freetown et du pays dans l'ensemble.

Rencontre de producteurs pour discuter des avancées du projet RUAF
Photo : Rene Van Veenhuizen

La majorité des migrants ruraux et des Personnes Intérieurement Déplacées qui se sont sauvées de leurs domiciles pendant la guerre sont des agriculteurs habiles, qui ont développé un vif intérêt pour l'agriculture urbaine comme meilleure option pour assurer les approvisionnements alimentaires, la survie et pour réaliser des moyens de subsistance durables. L'agriculture urbaine procure actuellement un emploi à plein temps ou à temps partiel à plus de 1400 personnes, composé de 1105 femmes et de 285 hommes, y compris les agriculteurs et les intermédiaires. Les femmes sont des jardinières par tradition et tendent naturellement à cultiver. Les hommes fournissent le capital d'investissement et la préparation physique de la terre telle que le labourage préalable, les planches pour la plantation et la construction des canaux d'irrigation dans les zones marécageuses, ainsi que le système de drainage approprié. Ils récoltent et vendent également les produits agricoles. Une proportion significative d'agriculteurs urbains masculins est également engagée dans d'autres activités, tels que le travail dans la fonction publique ou le secteur de l'artisanat. Des rapports prétendent qu'une partie du revenu produit de ces autres activités est souvent réinvestie dans l'agriculture et la production alimentaire. Presque tous les agriculteurs urbains font partie d'une association de fermiers ou une organisation basée sur la communauté, excepté les individus qui cultivent les parcelles de terrain en arrière cour de leurs domiciles.

Par l'étude exploratoire entreprise par le FUPAP en 2007, l'agriculture urbaine a été caractérisée et plusieurs problèmes entravant son développement ont été identifiés. L'étude a montré, entre autres, que l'agriculture urbaine est répandue à Freetown. Les zones urbaines et périurbaines de Freetown sont divisées en 8 zones administratives locales et des activités agricoles ont été identifiées dans toutes les zones, bien que la plupart des activités aient été observées dans le secteur occidental de la ville (ouest I, II, et III), et le secteur oriental (est I, II, et III). Les flancs de coteaux, les pentes et les vallées de terrain accidenté qui forment le bloc continental sur lequel la ville est construite, offrent un endroit idéal pour ce genre de pratique agricole.

Plus de 30 cultures et 10 espèces d'animaux ont été produites à Freetown dans des activités domestiques et d'agriculture. Les cultures les plus généralement pratiquées sont les légumes exotiques (chou, laitue, carottes, ciboules, tomates, haricots, etc.…) et récoltes végétales localement consommées (feuilles de pomme de terre, épinards, feuilles de manioc, etc..). Ce sont des denrées périssables qui sont consommées quotidiennement et ne peuvent pas résister au transport à longue distance. Elles sont habituellement récoltées et vendues au marché le même jour. La plupart du temps la volaille et la porcherie locales sont les activités principalement pratiquées.
Parmi les contraintes identifiées dans l'étude, l'accès à la terre et la sécurité foncière, l'accès à l'eau saine pour l'irrigation, et l'approvisionnement insatisfaisant et inopportun en matériels agricoles, et les services de vulgarisation agricole limités sont les plus importants. A Freetown, les agriculteurs urbains font face à la concurrence féroce pour la vente de leurs produits par rapport aux légumes et animaux importés (université de Cornell et NUC, 2006 ; Winnebah, 2007) et exigent le renforcement des capacités dans les aspects critiques de la production agricole urbaine et du marketing de leurs produits.

En outre, le FUPAP a identifié un besoin d'éveil de conscience sur l'importance stratégique de l'agriculture urbaine parmi les partenaires principaux de la ville et sur la formulation ou la révision des lois et des arrêtés municipaux. Ce processus a commencé pendant ces deux dernières années et sera soutenu par les différents programmes mentionnés ci-dessus. La plupart de ces activités ont été convenues dans le Plan Stratégique de la Ville de Freetown.

Plan Stratégique de la Ville

L'une des principales réalisations du FUPAP a été un accord sur un horizon temporel de cinq ans d'un Plan Stratégique pour la gestion de la ville de Freetown (2009-2013). Sur la base d'une vision partagée qui se décline comme suit : Favoriser le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine qui contribuent de manière significative à la réduction de la pauvreté urbaine, à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la gestion environnementale urbaine, un certain nombre d'activités ont été priorisées.

1. Rencontres périodiques de la Plateforme Multi-Acteurs, à laquelle les principaux partenaires de l'agriculture urbaine sont membres, et sont responsables de la promotion et du développement de l'agriculture urbaine à Freetown.
2. Un certain nombre de fonds additionnels ont été évalués avec succès. L'Union Européenne soutiendra les activités agricoles urbaines à Freetown avec deux organisations non gouvernementales internationales, COOPI et Concern Worldwide (avec RUAF), qui ont accepté de coordonner et de partager les leçons sous l'égide du FUPAP.
3. L'université de Njala, une importante institution de formation agricole, a incorporé l'agriculture urbaine et périurbaine dans son programme d'études d'agriculture.
4. Le conseil municipal de Freetown, responsable de l'administration de la municipalité de Freetown, a pris des dispositions pour la pleine intégration de l'agriculture urbaine et périurbaine dans la planification de la ville.
5. Le MAFFS a développé des politiques de sécurité alimentaire en impliquant la commercialisation des produits agricoles, encourageant les personnes à investir dans l'agriculture, et à consacrer plus de terres et de ressources dans la production agricole. L'intégration de de l'agriculture urbaine dans son programme de sécurité alimentaire permet aussi au gouvernement central de tirer profit des fonds qui lui sont assignés.
6. A Fourah Bay College, des recherches étendues sont en cours, et les chercheurs ont accepté de collaborer avec d'autres scientifiques de Njala University et les Ministères concernés afin de favoriser le développement de l'agriculture urbaine à Freetown.

Leçons apprises

L'agriculture urbaine est reconnue comme stratégie appropriée pour augmenter la production alimentaire pendant les périodes de crise. Elle a joué un rôle important dans la survie de beaucoup de personnes

Les hommes sont plus impliqués dans la récolte et la vente
Photo : René van Veenhuizen

déplacées pendant la guerre et est toujours une stratégie de survie pour beaucoup de personnes. Elle contribue de manière significative à la sécurité alimentaire et à la création de l'emploi en particulier pour la jeunesse.

Presque 80 pour cent des déchets produits à Freetown sont des matériaux organiques dégradables, qui peuvent être employés comme de l'engrais et du compost organiques pour la production des légumes. L'acquisition de terre pour l'agriculture urbaine est toujours un très grand défi. Bien que, selon la politique du gouvernement, toutes les terres humides qui appartiennent au gouvernement puissent être employés pour des activités agricoles, une telle utilisation est menacée par le développement rapide des lotissements.

Le processus Participatif de Planification et de Formulation de Politiques (3PFP) sur l'agriculture urbaine a inclus les principaux partenaires dans le dialogue et la prise de décision conjointe. Le défi est de maintenir ce processus. L'agriculture urbaine dans Grand Freetown a été reconnue comme principale source de moyens d'existence pour les communautés défavorisées. Le développement de l'agriculture urbaine est maintenant fortement à l'ordre du jour politique et est considéré fondamental dans la réalisation de la sécurité alimentaire en Sierra Leone, tout en améliorant également l'environnement à Freetown.

Références

Cornell University and Njala University College (2006): Food security in Freetown: the role of urban and peri-urban agriculture, Final Technical Report submitted to the International Development Research Center, Ottawa, Canada, May, Draft.

Winnebah, T.R.A. (2007): Urban agriculture: An inventory of Greater Freetown Area (GFA), RUAF Foundation, Republic of Sierra Leone and IWMI, A FUPAP Exploratory Studies Monograph, Freetown, Sierra Leone, November.

Winnebah, T.R.A. and Cofie, O. (2007): "Citiescape:- Freetown: Farms after a War", In Chapter three (3) of the Urban Planet: A World Watch Institute State of the World Report.
les Personnes Déplacées sur diverses questions de la vie, telles que la protection de l'environnement, le développement et la formation des compétences professionnelles, les activités génératrices de revenu, le jardinage en arrière-cour et les activités d'approvisionnement en eau.
Les principaux partenaires du HCR en Ethiopie sont les instituts tels que ARRA, l'administration en charge des réfugiés et des rapatriés (le partenaire de mise en œuvre gouvernemental), les O.N.G. locales telles que Save Rural Society (SRS), qui se concentre sur la protection de l'environnement, et l'Organisation du Bien-être de la Mère et de l'Enfant (MCDO).

L'agriculture urbaine et périurbaine à Monrovia, Libéria

Timothy Kortu

Depuis la fin de la guerre qui a fait rage de 1989 à 2003, le Libéria a souffert de l'insécurité alimentaire chronique, due à la destruction de son secteur agricole et des infrastructures socio-économiques de base. L'agriculture urbaine a pour objectif la réduction de la pauvreté urbaine, l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la gestion des déchets urbains à Monrovia et dans d'autres villes libériennes. Récemment, le gouvernement a reconnu l'importance de l'agriculture urbaine dans le domaine de la sécurité alimentaire du pays.

L'agriculture a toujours été la clef de la sécurité alimentaire dans les zones urbaines et rurales du Libéria. Avant le conflit, à peu près 80 pour cent de la population du Libéria tirait ses moyens de subsistance uniquement de l'agriculture. Après la guerre civile et des décennies de régimes prédateurs, le Libéria est aujourd'hui l'un des pays les plus affectés par l'insécurité alimentaire dans le monde, avec un tiers de sa population en état de malnutrition et plus de 75 pour cent de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté universellement établi de 1 Dollar US par jour. Il est classé comme étant l'un des derniers pays dans le rapport de développement humain du PNUD, qui couvre divers secteurs comprenant l'emploi, le revenu, la santé, l'éducation, l'égalité de genre et le bien-être de l'enfant (PNUD, 2007). La Stratégie provisoire de Réduction de la Pauvreté du Libéria (2007) considère l'agriculture comme l'un des principaux secteurs économiques qui ont un potentiel pour ressusciter l'économie et créer des possibilités d'emploi significatives qui pourraient avoir un impact sur le chômage élevé.

L'agriculture a toujours été la clef de la sécurité alimentaire dans les zones urbaines et rurales du Libéria.

Monrovia

Les résultats préliminaires du recensement national de la population et du logement de 2008 au Libéria indiquent que plus d'un tiers des 3.49 millions d'habitants du pays habitent à Grand Monrovia, mais beaucoup de Libériens croient que ce pourcentage avoisine 40 à 50 pour cent.

La population urbaine au Libéria se développe rapidement pendant que l'économie se remet lentement des effets désastreux des 15 années de guerre. La capitale, Monrovia, abrite près de 45 pour cent de plus de cent mille combattants rebelles qui furent demobilisés au Libéria et une population importante de personnes affectées par la guerre comprenant les PID, les rapatriés et les familles rurales qui se sont déplacées à Monrovia afin d'échapper à la pauvreté. La majeure partie de ces migrants était des

Beaucoup d'habitants de Monrovia produisent maintenant leur propre nourriture
Photo : VOSIED

fermiers avant de venir à Monrovia, mais ils manquent de qualifications élémentaires nécessaires pour avoir de l'emploi dans d'autres secteurs. Le faible niveau d'éducation de la plupart des jeunes libériens a également créé un manque significatif d'ouvriers qualifiés dans la plupart des secteurs. Les jeunes adultes ne sont pas attirés par le faible revenu qu'ils obtiennent de l'agriculture, et qui ne peut pas concurrencer les salaires de la main-d'oeuvre non qualifiée offerts, par exemple, dans les mines. Leur statut marginal et le manque de perspectives minent également la cohésion sociale, la stabilité et la croissance économique, particulièrement dans des situations déjà fragiles comme celles vécues au Libéria.

Selon l'enquête sur la nourriture et la nutrition à Grand Monrovia (République du Libéria, 2007), 14 pour cent des ménages à Grand Monrovia ont une alimentation précaire et 16 pour cent sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. Cette population urbaine est fortement exposée aux chocs économiques, particulièrement la crise alimentaire qui a directement affecté les prix des denrées alimentaires. L'index des prix des produits de consommation a augmenté de 14 pour cent entre janvier 2007 et janvier 2008, et le coût d'un panier alimentaire typique a augmenté de 25 pour cent pendant cette période. Étant donné que la moitié du revenu de la population urbaine est dépensée dans la nourriture (GoL, 2008), la situation des familles urbaines les plus pauvres s'est sérieusement détériorée. Par conséquent, les ménages les plus désavantagés sont sévèrement limités dans leur consommation de protéines et de légumes, ce qui diminue la diversité diététique et mène à la malnutrition accrue, particulièrement chez les enfants en dessous de cinq ans.

L'agriculture urbaine permet d'alléger l'insécurité alimentaire urbaine et d'appuyer les stratégies de réduction de la pauvreté à travers la création d'emploi et le renforcement des capacités, tout en abordant le problème de la gestion des déchets.

L'agriculture urbaine et périurbaine à Monrovia et dans d'autres villes

La plupart des légumes et fruits actuellement vendus sur les marchés et les supermarchés à Monrovia et d'autres villes libériennes sont importés de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Liban ou de la Chine à des prix très élevés. Le riz et le manioc sont les principaux aliments de base au Libéria, et plus de 60 pour cent du riz consommé au Libéria est importé (PAM, 2008). Mais, dans Monrovia et ses alentours les familles augmentent leur propre production de nourriture afin de se procurer des aliments frais et nutritifs, tandis qu'une minorité vend ses produits sur le marché.

Beaucoup de personnes, y compris les PID, les rapatriées et les familles vivant en zones rurales ont émigré à Monrovia

Dans les arrière-cours et les petites parcelles de terrain sur les espaces vides, les familles augmentent la production de légumes (patate douce, chou, amarante, gombo, poivre, boule amère, aubergine, manioc ou maïs), et de fruits (mangue, papaye) ou les plantes médicinales. Quelques ménages ont accès à deux parcelles de terrain : l'une près de la maison pour la saison des pluies et une autre au bord des marais voisins pour la saison sèche. Ces maisons-jardins et petites parcelles de terrain sont la plupart du temps cultivées par des femmes.

Contraintes

L'agriculture urbaine n'est pas nouvelle au Libéria. Elle a été pratiquée pendant des décennies à Monrovia et dans d'autres villes libériennes avant l'éclatement de la guerre civile en 1989, mais elle a pris de l'ampleur pendant et après le conflit.

Bien que beaucoup de citoyens de Monrovia produisent maintenant leur propre nourriture et que le gouvernement soit attentif au sujet de l'agriculture urbaine, il y a peu ou pas de conscience de son importance dans les institutions gouvernementales. L'agriculture urbaine n'est pas encore portée à l'ordre du jour au niveau municipal ou au sein du ministère de l'agriculture. Il n'y a aucune politique qui favorise l'agriculture urbaine, concernant particulièrement les problèmes d'accès à la terre.

Les familles cultivent des légumes dans les arrière-cours et les espaces vides
Photo : VOSIED

On doit sensibiliser les gens sur l'importance de l'agriculture urbaine au Libéria
Photo : VOSIED

Bien que beaucoup de citoyens de Monrovia produisent maintenant leur propre nourriture et que le gouvernement soit attentif au sujet de l'agriculture urbaine, il y a peu ou pas de conscience de son importance dans les institutions gouvernementales. L'agriculture urbaine n'est pas encore portée à l'ordre du jour au niveau municipal ou au sein du ministère de l'agriculture. Il n'y a aucune politique qui favorise l'agriculture urbaine, concernant particulièrement les problèmes d'accès à la terre.

Les défis de l'agriculture urbaine durable au Libéria sont relatifs au défaut de qualification dans la gestion des fermes/jardins, à l'inaccessibilité de certains services (services financiers y compris) et en particulier les services de vulgarisation agricole, à l'insuffisance des capacités de transformation et de marketing des produits alimentaires, et à une contamination des récoltes par des agents pathogènes (en général à cause de l'irrigation avec de l'eau polluée ou des pratiques peu saines en matière de vente).

Ce qui pourrait être fait

Pour que l'agriculture urbaine développe sa pleine capacité et contribue au développement urbain durable, il est important que ce potentiel soit identifié par les autorités urbaines, Monrovia City Corporation, le ministère de l'agriculture, l'agence nationale de protection de l'environnement (APE), les chercheurs, les ONG, les universités, et les agences principales de donateurs. Il y a tout d'abord un besoin d'éveiller la conscience des partenaires et des pouvoirs publics sur l'importance de l'agriculture urbaine au Libéria. L'appui aux producteurs et aux micro-détaillants urbains est encore nécessaire, et la formation devrait donner la priorité à des pratiques agricoles durables et profitables, au développement des chaînes de valeur et à l'établissement des réseaux de fermiers basés dans les villes. Plus tard, les principaux établissements d'appui doivent renforcer leur assistance technique.

Références

UNDP Human Development Report, 2007.

Poverty Reduction Strategy of Liberia, 2007.

World Food Programme, 2008: Food crisis assessment Liberia.

Republic of Liberia, 2007. Greater Monrovia Food Security and Nutrition Survey (CFSNS), Monrovia, July 2007.

Government of Liberia, June 2008. Response to Global Price Increases.

Le rôle de l'agriculture urbaine à Kirkuk, Irak

Galawezh B. Ormizyari
University of Gloucestershire, UK.
Email: galawezh_bayiz@yahoo.com

Kirkuk est situé dans le nord-est de l'Irak, le long du fleuve Khasa, à environ 250 kilomètres au nord-est de Bagdad, la capitale. Après le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, la tension a monté parmi les groupes ethniques pendant que des milliers de Personnes Intérieurement Déplacées (PID) revenaient à Kirkuk. La plupart des rapatriés Kurdes ont commencé à utiliser la terre d'une manière illégale pour le logement et l'agriculture à Kirkuk.

Kirkuk qui est le centre de l'industrie pétrolière irakienne est stratégiquement et économiquement importante. Cependant, cette ville avec sa diversité ethnique (la population est à dominance Kurde) a été négligée sous l'ancien gouvernement de l'Irak. Dans les années 80, Kirkuk a été modernisée et restructurée comme base de défense pour l'armée.
Toute la population de Kirkuk est de 839.000 personnes et elle comprend environ 60.000 Personnes Intérieurement Déplacées (SIGIR 2008). Le nombre exact de PID revenues à Kirkuk est difficile à évaluer en raison des sensibilités ethniques et politiques de la région et de la sécurité du personnel travaillant pour la résolution des problèmes des Personnes Intérieurement Déplacées (IOM 2005). Les familles arabes résidant à Kirkuk, l'ONU et les forces multinationales étaient contre la "de-Arabisation" de Kirkuk (1), et les PID Kurdes n'ont pas automatiquement regagné leurs maisons occupées par les colons arabes. La tension s'est développée encore plus lorsque la majorité Kurde a exigé que le Gouvernement Régional du Kurdistan la dirige (comme stipulé dans l'article140 (2)) plutôt que le gouvernement central à Bagdad conformément à la Constitution Irakienne Révisée.

Conditions des rapatriés

Selon l'IOM (2005), le nombre de personnes rapatriées à Kirkuk était de 21.401personnes. Une partie substantielle de celles-ci ne pouvait pas retourner à leur habitation originelle à Kirkuk et réside actuellement dans des logements provisoires jusqu'à ce que leurs domiciles/terres soient évacués par les familles Arabes. Par exemple, 41 familles de Déplacés Kurdes (qui précédemment habitaient à Erbil) résident maintenant dans le voisinage d'Al-Feilaq, une ancienne zone militaire de Kirkuk. On a attribué au groupe une terre d'accueil, mais selon le rapport de l'IOM (2008), ils reçoivent peu d'attention ou d'appui. Ils vivent dans des maisons faites à base de boue, utilisent des couvertures comme portes et sont exposés à un manque d'équipements sanitaires. Ils ont besoin de l'aide alimentaire aussi bien que de matériel non alimentaire (IOM 2008). Mais également les familles Turkmènes (3) et même les PID arabes qui sont revenues à Kirkuk n'ont pas pu prendre possession de leurs propres maisons. Près de 38 pour cent de Turkmènes vivent dans des conditions très difficiles dans les camps (IOM 2005). Les réfugiés arabes qui retournent chez eux après une longue absence sont des familles qui ont été replacées de force pendant le processus d'Arabisation dans certains secteurs de

Enclos pour bétail fait à partir de matériaux de récupération pour les chèvres et les moutons
Photo : A. Adam Bradford

Kirkuk afin de créer une zone-tampon de sécurité à côté des gouvernorats au Nord du Kurdistan et pour accroître la présence arabe dans la région. On rapporte que ces familles ont besoin d'eau, d'hygiène, d'éducation, de santé et de protection légale. Elles ont également exprimé un besoin d'aliments frais en plus de leurs rations d'aliments secs (IOM 2005).

La plupart des rapatriés Kurdes ont commencé à utiliser la terre illégalement à Kirkuk. Les maisons temporaires qu'ils ont construites n'ont aucune hygiène, il n y a ni eau courante, ni route, ni école et aucun autre service ne leur est fourni. Les initiatives locales ont commencé à distribuer la terre légalement aux réfugiés Kurdes qui revenaient, quoique d'une manière non structurée. L'ONU a échoué à Kirkuk jusqu'ici dans sa tentative à apaiser les tensions ethniques dans la ville. L'USAID avec l'aide des autorités locales et très peu d'ONG internationales travaillent dans des conditions de sécurité strictes et mettent en application des programmes basés sur la communauté pour remettre en état la ville et pour satisfaire les besoins des rapatriés ainsi que des familles vulnérables dans la ville. Le soutien des initiatives génératrices de revenu (appui agricole entre autres) pour les PID, est une grande priorité dans les ONG (IOM 2005). C'est à cette étape d'intégration et de réhabilitation que l'appui est nécessaire pour que les familles résolvent leur besoin d'aliments frais par le jardinage.

Le rôle de l'agriculture urbaine dans la réhabilitation

Les Personnes Déplacées qui retournent chez elles après une longue absence ne s'adonnent pas à l'agriculture substantielle parce que des services tels que l'eau manquent. L'eau est rare à Kirkuk. Les familles ont un accès limité à l'eau potable saine. Le fleuve Khasa, qui traverse Kirkuk, est sec pendant l'été et est inondé en hiver. Ce n'est plus une source significative d'eau potable fraîche à cause du manque d'entretien. L'eau provenant des zones voisines est principalement stockée dans des réservoirs.

Actuellement, l'agriculture est pratiquée de manière officieuse uniquement par les communautés de PID vivant sur les bancs du fleuve Khasa. Pendant l'été quand le sédiment du fleuve est humide, ces communautés plantent des légumes tels que la laitue, le céleri, le persil, le chou, le radis, les épinards, le

Ma famille a été forcée à quitter Kirkuk en 1988. Quatre d'entre nous ont résidé à Erbil, où nous avons loué une pièce dans une maison. Avec la famille du propriétaire, nous avons partagé un jardin, qui était assez grand pour y faire pousser des légumes, des épinards et des radis. Nous utilisions les légumes et plantes de ce jardin pour notre régime quotidien. En fait il était crucial à notre survie. L'auteur

concombre, les tomates, l'aubergine, la courgette et d'autres légumes à croissance rapide qui sont communs dans la région. La pastèque et le melon sont les fruits communs les plus plantés et récoltés en été. Ceux-ci sont consommés par les communautés elles-mêmes et ils sont parfois même vendus à une très petite échelle sur les marchés locaux principalement dans la banlieue à faible revenu de Rahimawa. Certaines des familles arabes vivant en aval (au sud de Kirkuk) ont quelques chèvres et moutons.

Selon des rapports anecdotiques le fumier d'animaux et les déchets humains sont utilisés comme engrais dans ces petits jardins informels, et des incidents de maladies résultant de la consommation de ces produits ont été rapportés. En conséquence, les gens ont commencé à utiliser du sel ou des poudres à laver pour imbiber et nettoyer les plantes et les légumes qu'ils achètent. L'intervention sous forme de campagnes de sensibilisation est donc nécessaire pour faire face à ces soucis de santé publique.

Les habitants de Kirkuk étaient en majorité reconvertis, passant du statut de producteurs, à celui de consommateurs, dans le cadre de la politique d'urbanisation mise en application du temps de Saddam. Ceci a conduit à un manque de nourriture produite localement. La plupart des fruits et légumes sur les marchés sont encore importés des pays voisins (Iran, Syrie et Turquie). Par conséquent, le fait d'aider les familles de Kirkuk à pratiquer l'agriculture urbaine est une option viable pour augmenter la disponibilité des fruits et des légumes dans la ville. L'agriculture urbaine pourrait servir d'activités génératrices de revenus pour les personnes déplacées et les pauvres de la ville et constituer, par conséquent, une importante source de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. Les autorités de la ville doivent commencer à assigner des parcelles de terrain de taille acceptable aux Personnes Intérieurement Déplacées qui retournent chez elles, et fournir un appui sous forme d'outils et d'eau.

Occasions pour le développement de l'agriculture urbaine

Au regard des circonstances, les gens tirent le meilleur de la terre disponible dans leur ville. Ceux qui plantent actuellement sur le domaine public à Kirkuk pourraient à tout moment être privés des portions de terre sur lesquelles ils cultivent des légumes et des plantes pour leur consommation quotidienne. L'idéal serait que le gouvernement, soutenu par des chefs de la communauté, légalise de telles pratiques agricoles et aide ces producteurs avec des arrangements qui favorisent la pratique et la promotion de l'agriculture urbaine menée par la communauté. En plus de la sécurité alimentaire croissante, le fait de s'impliquer dans la production de leurs propres aliments frais donne aux gens un sens d'appartenance et augmente leur amour-propre.

Agriculture urbaine communautaire à petite échelle sur les bancs du fleuve Khasa
Photo : Galawezh Bayiz

Il existe un potentiel pour le développement de l'agriculture urbaine à Kirkuk, qui pourrait renverser la dépendance courante de la ville vis-à-vis des importations de nourriture des pays voisins (Naqishbendi, 2008). Les changements suivants sont recommandés pour aider à atteindre cet objectif :

- le gouvernement central devrait fournir des revenus du pétrole à la ville de Kirkuk, et collaborer avec les conseils municipaux.
- le gouvernement régional Kurde et le gouvernement central irakien devraient aider les familles qui retournent chez elles en leur fournissant la protection, l'accès légal à la terre (par exemple la terre partagée par la communauté pour la production agricole), l'eau, l'hygiène, la santé et les services sociaux, et en leur octroyant les outils et les semences de base.
- des pratiques en matière d'agriculture urbaine de la communauté existante autour du fleuve Khasa devraient être soutenues et améliorées, grâce à des organisations internationales telles que ACDI/VOCA et IOM. ACDI/VOCA fut crée par l'USAID et met déjà en application des programmes d'action communautaire à Kirkuk. Les initiatives d'intégration de la communauté et du renforcement de la paix, bien qu'elles assurent la sécurité alimentaire par des projets de l'agriculture urbaine, auraient besoin du soutien des autorités locales. Les ONG locales devraient être impliquées et leurs capacités renforcées.
- le fleuve devrait être correctement contrôlé de sorte que l'irrigation saine de la région agricole soit possible.
- les communautés et les autochtones qui retournent chez eux devraient être activement impliqués dans ces projets à grande échelle pour l'agriculture, l'eau et l'hygiène. Leur participation est exigée pour assurer une solution durable à long terme pour l'économie stagnante de Kirkuk.

Notes

1) pendant les années 80, les Arabes du centre de l'Irak ont reçu l'équivalent de la somme de 10.000 Dollar US pour s'installer à Kirkuk dans un processus appelé Arabisation.

2) l'article 140 déclare que Kirkuk fait partie des territoires Kurdes et que les familles arabes doivent être stimulées pour retourner à leurs points d'origine. L'exécution de cette proposition est encore en suspens car elle est contestée par plusieurs groupes ethniques dans la ville, comme les Turcs et les Arabes.

3) les Turkmènes sont un Groupe ethnique distinct de Turcs vivant dans le Nord l'Irak.

Références

IOM, 2005. Phase II Monitoring. Tameem/Kirkuk October-December 2005 report. IOM At: http://www.iom-iraq.net

IOM Emergency Needs Assessments Post February 2006 Displacement in Iraq. November 2008 Monthly Report. At: http://www.iom-iraq.net

Iraq Directory, 2004. 3.5 billion Iraqi dinars to develop Al- Khasa River in Kirkuk, Business News, Iraq Directory. At: www.iraqdirectory.com

KBC, 2005. About Kirkuk. A Kirkuk Business Centre publication. At: http://kbciraq.org

Naqishbendi, R., 2008. Agriculture: The Undermined and Mismanaged Sector of Kurdistan's Economy. At: http://www.kurdmedia.com
Poole, O., 2008. The Struggle for Kirkuk, Iraqi Crisis Report, Institute for War & Peace Reporting (3-Mar-08). At: http://www.iwpr.net
SIGIR, 2008. Quarterly Report to the United States Congress. Special Inspector General for Iraq Reconstruction publication. At: http://www.sigir.mil

L'impact de la crise économique sur l'agriculture urbaine à Harare

Percy Toriro
Email: ptoriro@mdpafrica.org.zw
Or ptoriro@yahoo.co.uk

Harare est la capitale du Zimbabwe. Avec approximativement 2.5 millions d'habitants (1.8 million selon le recensement 2002), environ 50 pour cent de la population urbaine du Zimbabwe y vivent. Les difficultés économiques récentes ont mené à une croissance phénoménale de l'agriculture urbaine dans Harare aussi bien que d'autres villes du Zimbabwe.

La croissance spatiale de la ville de Harare a été en grande partie latérale, consistant en une vaste occupation des zones agricoles environnantes pour le développement urbain (Toriro, 2007). L'économie de Harare comme celle du reste du Zimbabwe est basée sur l'agriculture. L'agriculture dirige l'économie en fournissant des produits qui sont transformés dans les industries. Plusieurs de ces industries produisent les machines qui soutiennent l'agriculture. Pendant la décennie passée, l'économie du pays a chuté d'une manière drastique. Ceci a été attribué à un certain nombre de facteurs qui incluent la mauvaise gestion économique par le gouvernement, la rupture de la production des cultures de rente résultant du programme accéléré de la réforme agraire et foncière, des sécheresses successives et des sanctions économiques imposées aux dirigeants du pays par les institutions financières traditionnelles.

L'agriculture urbaine comme réponse à la crise économique

Bien qu'elle soit devenue plus évidente pendant ces quinze dernières années (Toriro, 2005), l'agriculture urbaine a toujours été présente à Harare. Son développement récent a commencé dans les années 90 quand le programme d'adaptation structural économique du gouvernement (ESAP) a ouvert l'économie à la concurrence globale, menant à une fermeture massive des industries. Beaucoup d'ouvriers des usines et autres travailleurs ont été affectés financièrement et ont adopté l'agriculture urbaine en tant que moyen pour fournir de la nourriture à leurs familles. Certaines personnes qui avaient accès à une plus grande parcelle de terre s'adonnent à l'agriculture urbaine comme une nouvelle forme d'emploi pour elles-mêmes et pour d'autres gens. Des études (Chaipa, 2001 citer une deuxieme référence s'il existe) ont indiqué que la superficie des terres cultivées dans Harare a augmenté de plus de 90 pour cent au début des années 90.

La croissance est devenue phénoménale après la crise économique suite aux élections générales de 2000 et aux élections présidentielles de 2002. Beaucoup de pays occidentaux ont refusé d'accepter les résultats des élections qui, de l'avis général, n'avaient pas été libres et justes. Des sanctions ont été imposées au pays conduisant à la diminution de l'investissement étranger direct. La raréfaction de la devise étrangère a

Nomination de plus de cadres chargés de l'extension dans la ville
Percy Toriro

eu comme conséquence l'incapacité d'importer des pièces de rechange pour les industries et autres besoins élémentaires. Beaucoup d'industries ont soit réduit leurs effectifs, soit fermé leurs portes. Des milliers d'ouvriers étaient devenus des chômeurs ou sous-employés. Plusieurs de ces personnes se sont tournées vers l'agriculture pour satisfaire les besoins en nourriture de leurs famille. Harare couvre aujourd'hui approximativement 1000 kilomètres carrés. On estime que près de 50% pour cent de cette superficie, qui était précédemment un espace vide, une terre vierge, ou réservé à d'autres usages, est actuellement voué à l'agriculture. Pendant l'été (la saison de pluie), les cultures principales dans les espaces vides sont des cultures d'aliments de base (principalement le maïs et le haricot). Toutefois, moins de 20% pour cent de cette superficie est utilisé tout au long de l'année à cause des difficultés d'accès à l'eau. Environ 40% pour cent de fermiers produisent assez de céréales pour couvrir la moitié de la consommation de l'année. Peu de fermiers (moins de 10% pour cent) vendent le maïs qui est une nourriture de base au marché.

Profil des cultivateurs

Le profil des cultivateurs urbains a changé au fil du temps en raison de la crise économique. Dans le passé, les citoyens les plus pauvres s'adonnaient à l'agriculture dans les espaces vides (loin des zones d'habitation). Aujourd'hui, toutes les tranches sociales sont tournées vers cette activité. Celles qui présentaient un revenu modeste et qui assurait leur subsistance il y a cinq ans se retrouvent avec des revenus si réduits qu'ils ne peuvent satisfaire leurs besoins en nourriture. . Elles doivent recourir à l'agriculture urbaine pour compléter leurs régimes et leurs revenus. Il est maintenant fréquent de constater des familles à revenu élevé dans des zones résidentielles cultiver des espaces vides, qui autrefois,

étaient occupés par leurs employés et les résidants des quartiers à bas revenu.

Pression sur la terre

L'absence d'une planification appropriée des superficies destinées à l'agriculture à Harare a occasionné une pression fulgurante sur la terre ces dernières années.r. Une large part des fermiers qui cultivent sur les espaces vides dans la ville ont acquis la terre par la "première réclamation" ; c'est-à-dire le premier à exploiter une terre vide devient de facto le "propriétaire" de cette portion de terre. Cependant, ces fermiers ont une sécurité foncière limitée. Les propriétaires réels de la terre (établissements privés ou publics) peuvent le dessaisir à tout moment. En outre, d'autres fermiers avertis de cet arrangement informel peuvent tenter leur chance et la cultiver plus tôt avant l'occupant habituel. De tels conflits sont maintenant fréquents en raison de la forte demande de la terre.

Identification et appui

L'agriculture urbaine a su bénéficier d'un soutien manifeste du gouvernement. Le gouverneur de la province métropolitaine de Harare (une province en grande partie urbaine, couvrant Grand Harare et les villes satellites de Ruwa et Chitungwiza), M. David Karimanzira, a activement soutenu l'agriculture urbaine (depuis sa nomination à ce poste il y a trois ans) et encourage l'attribution de parcelles pour cette activité. Une campagne pour la délimitation et l'attribution du tracé d'un hectare aux fermiers urbains dans cette province en grande partie urbaine a été menée. Il a également facilité l'appui du gouvernement aux fermiers dans ces villes, et a soutenu des initiatives comme la formation en techniques agricoles pour les fermiers, et des expositions des produits et échanges d'expériences entre producteurs. Le gouverneur a largement

La croissance est devenue phénoménale après la crise économique qui a débuté en 2000
Percy Toriro

contribué au plaidoyer pour l'agriculture urbaine à travers les médias. (Le Héraut, 2008).

La crise économique couplée à l'acceptation de l'agriculture comme stratégie alternative de vie a également encouragé les autorités locales à plaider en faveur de l'agriculture urbaine.. Avant l'année 2000, des rapports sur des autorités locales qui ont détruits des « cultures illégales » ont été établis. Ces cultures ont été développées dans des zones sans permis d'occuper délivré par les autorités locales. Depuis le début du millénaire, aucune destruction de récoltes n'a été signalée ; ce qui témoigne d'un engagement effectif des élus en faveur de l'agriculture urbaine.

Plusieurs organisations identifient l'agriculture urbaine aujourd'hui comme un moyen de survie durable et une activité économique dans les zones urbaines. A Harare, le travail du RUAF à travers l'Association Municipale pour le Développement (AMD) est maintenant complété par des organisations telles que SNV, World Vision, Practical Action, Mercy Corps, et Environment Africa. Toutes ces organisations collaborent également entre elles dans des plateformes diverses pour l'intérêt de la ville. Des suggestions ont été aussi demandées aux AMD, et aux autorités locales sur la façon d'exécuter les programmes d'agriculture urbaine viables.

En cinq ans (citer les années de préférence), le nombre de cadres chargés de la planification dans la ville est passé de deux à six cadres. Cette augmentation s'explique en partie par l'augmentation fulgurante du nombre de fermiers urbains et par l'engagement croissant de nouveaux partenaires à travers la plateforme Multi-Acteurs sur l'Agriculture à Harare. Ce nombre pourrait vraisemblablement s'accroître à Harare et dans d'autres villes du Zimbabwe. , .

Conclusion

La crise économique à Harare a eu comme corollaire le développement de l'agriculture urbaine. Une étroite coopération et une franche collaboration ont été nouées entre les organisations non gouvernementales et gouvernementales. Le défi majeur à relever pour les planificateurs de Harare reste la productions de projets porteurs pour l'agriculture urbaine . Le programme réussi de Bulawayo sur l'agriculture urbaine (facilité par le projet « Villes Agricoles du Futur » du RUAF) est devenu le centre local de l'excellence pour la planification et la gestion de l'agriculture urbaine, et pourrait aider à soutenir la croissance qui a été expérimentée dans la région.

Références

- Chaipa, I. 2001. The Urban Planning Dilemma in Harare, Zimbabwe. In: the UA Magazine. No. 4, July 2001.
- Toriro, Percy. 2005. The Urban Land Question in Zimbabwe: Competing Land Uses in Harare, African Institute for Agrarian Studies, Harare
- Toriro, Percy. 2007. Town Planning in Zimbabwe: History, Challenges, and the Urban Renewal Operation Murambatsvina and Operation Garikayi, OSSREA, Harare
- The Herald. 2008. Numerous Newspaper Reports
- Zimbabwe Government. 2002. The 2002 Census Report

Conséquences du Tsunami: Développement d'un jardin potager domestique traditionnel à Banda Aceh

A. Adam-Bradford
and Moustafa Osman

Le 26 décembre 2004, un important tremblement de terre sous-marin à l'Ouest de l'île de Sumatra, en Indonésie, a déclenché un puissant tsunami dévastateur qui a affecté toute la région du Sud-est asiatique et a même atteint le littoral Est africain. La région de Banda Aceh située dans le nord de Sumatra subi l'onde de choc du tsunami, qui a eu comme conséquence des dommages catastrophiques le long du littoral, tuant des milliers de personnes et laissant environ 400.000 personnes sans-abri. Les zones basses à travers toute la ville principale de Banda Aceh ont été dévastées et des infrastructures civiles, telles que les systèmes de canalisation de l'eau et d'hygiène, les écoles et les cliniques ont été détruites. En outre, la perte massive de vies humaines, a affecté considérablement beaucoup de survivants qui étaient traumatisés d'avoir perdus beaucoup de membres de leurs familles, des amis et même des communautés entières. En Indonésie uniquement, approximativement 100.000 morts ont été dénombrés (Adam-Bradford, 2007).

Latifa devant son jardin domestique
A. Adam-Bradford

Latifa

Latifa et sa famille ont survécu à la catastrophe. Avec l'aide de ses cinq enfants et de son mari, Latifa a planté et créé ce qui devait devenir un jardin domestique prospère fortement productif sur un sol stérile en dehors de leur abri de secours offert par le gouvernement. La parcelle de terrain de Latifa ressemble à un jardin domestique indonésien traditionnel caractérisé par un empilement spatial des plantes, une conservation de l'eau et le recyclage des substances nutritives, et est devenue un exemple innovant de débrouillardise après une catastrophe, d'autant plus que le jardin domestique fut créé sans aucune aide extérieure. En fait, ses efforts n'ont pas été perçus en grande partie par les ONG et les organisations humanitaires intervenant dans le secteur, car elles étaient préoccupées par la distribution des services et de l'aide alimentaire nécessaire.

Le tsunami n'était pas la première crise endurée par Latifa et sa famille. En 2000, elles ont été forcées à quitter leur village Paluh à l'intérieur, vers le village côtier Kajhu, en raison du conflit armé dans Aceh entre les forces gouvernementales et les rebelles d'Aceh. Beaucoup de villages à l'intérieur du pays ont été évacués pendant le conflit, ce qui a contribué à une densité de population élevée dans les villes et les villages côtiers avant la catastrophe. Quand le tsunami a frappé la côte, Kajhu a été totalement détruit, et Latifa et sa famille ont perdu leur maison et leurs biens ; et elles ont été replacées, cette fois ci, dans un centre de secours gouvernemental, à la caserne de Neuheun, qui a été construite en mai 2005.

Dans la caserne de Neuheun, 25 blocs d'abri en bois ont été construits, chaque bloc contenant 12 salles par famille. Chacune des 323 familles ont été logées dans le camp avec une population approximative de 1.500 personnes. Avec le temps, les infrastructures essentielles telles que les latrines, les douches et des cuisines ont été ajoutées bien que les équipements du camp soient demeurés tout à fait essentiels, avec l'eau et la nourriture qui étaient distribuées dans le cadre des programmes d'aide de secours aux résidants.

Une telle pièce fut attribuée à Latifa et sa famille. Mais ils n'étaient pas contents de vivre uniquement des distributions des produits alimentaires, et ils ont bientôt commencé à transformer le sol pierreux et dur de la cour en jardin domestique tropical luxuriant. Dans les six premiers mois ils ont pu produire des légumes, et l'année suivante les arbres fruitiers étaient bien plantés avec des récoltes satisfaisantes par la suite. Ils ont employé un minimum de matériel, qui comprenait de la bouse de vache comme engrais (ramassée un kilomètre plus loin), des ordures réutilisées (pieux en bois, bouteilles en plastique, tuyauterie en plastique), des graines ramassées dans la nature ou achetées sur le marché local, un peu de grillage de protection (acheté), et d'une manière primordiale une vision inspirante pour planter et créer un jardin domestique prospère pour en faire bénéficier leur famille. La vision et les capacités techniques de Latifa sont venues de sa propre passion pour le jardinage qui est son passe-temps favori, mais également par le fait d'avoir été élevée à l'intérieur du pays. Ceci implique que son éducation et sa vie ont été complexes et liées à la gestion traditionnelle des ressources naturelles, d'où la création d'un simple jardin domestique indigène par opposition à une parcelle agricole pour un surplus alimentaire.

Des opportunités ont manquées de la part des agences d'aide d'urgence pour appuyer les bénéficiaires à développer la production alimentaire primaire à petite échelle autour des lieux d'abri provisoires. Si les normes de Sphère étaient appliquées, plus d'attention aurait été donnée à la production alimentaire et aux petits potagers. Ces interventions améliorent le statut alimentaire des participants et contribuent au perfectionnement psychologique en élevant le bien-être général des bénéficiaires.

Avant que nous ne visitions le jardin domestique de Latifa (en tant qu'une équipe de secours islamique), les seuls autres visiteurs avaient été deux ouvriers humanitaires japonais qui avaient été également impressionnés par le petit oasis de Latifa dans le camp de secours. L'ingéniosité de Latifa a dépassé le simple fait de planter des graines locales sur un sol fraîchement composté fait à partir de fumures organiques rassemblées, puisque son jardin domestique qui mesurait 3m sur 5m, était extrêmement bien conçu. Le jardin comprend différents micro habitats, y compris une partie de terre humide pour le taro, maintenu moite par l'eau de lavage domestique, une partie de terreau pour les déchets organiques ménagers, un système d'irrigation domestique goutte à goutte, et une colonne de plantes empilées. Ceci est fait à partir d'une pipe en plastique insérée dans le sol avec des bouteilles d'eau en plastique fixées sur la partie supérieure de sa longueur. Chaque bouteille saillante contient du compost et une plante. L'empilement spatial dans le jardin domestique est composé de différents arbres fruitiers et la canne à sucre, alors qu'un degré de protection contre le vent était assuré par des feuilles de potiron qui poussaient le long de la barrière environnante de la grille. Pendant l'enquête sur le jardin domestique, 30 cultures furent identifiées, composées de légumes, de fruits, d'épices, de plantes médicinales et ornementales. Le jardin de Latifa n'était pas simplement une interposition pratique, mais également spirituelle, dans la tradition du jardin domestique indigène, qui, pour un habitant d'Aceh, fournit non seulement de la nourriture, des fibres et des médicaments pour la famille mais également un lieu physique d'embellissement pour la réflexion et la pensée spirituelle.

Tableau 1 : Enquête sur le jardin domestique: les plantes et leur utilisation

Kangkung	Épinards d'eau	Légume
Panjang de Kacang	Haricots longs	Légume
Vétivers	Haricot multi-facette	Légume
Labu	Potiron	Légume
Pepaya	Papaye	Fruit et légume
Tebu	Canne à sucre	Jus
Brocoly	Broccoli	Légume
Seledri	Céleri	Légume
Rawit de Cabe	Poivre vert	épices de cuisine
Lengkuas	Gingembre	Épices de cuisine
Kecipir	Haricots ailés	Légume
Marquisa	Marquisa	Fruit
Kencur	Grand galingale	Épices de cuisine
Pandan	Pandanus	Épices de cuisine
Perut de Jeruk	Mandarine	Épices de cuisine
Nipis de Jeruk	Agrumes	Épices de cuisine
Kuchai	Légume	
Nenas Ananas	Fruit	
Kemangi Basilic	Épices de cuisine	
Jawa d'Asam	Tamarinier	Épices de cuisine
Serai (citronnelle)	Épices de cuisine	
Sepatu de Bunga	Fleur de chaussure (ketmie)	Ascétiques
Keladi Taro Légume		
Lewak de Temu	Safran des indes de Java	Médicinal
Katu	Katu	Médicinal
Anggrek de Bunga	Orchidée	Ascétiques
Kertas de Bunga	Bougainvillier	Ascétiques
Bunga pekan	Ascétiques et médicinales	
Kayu d'Ubi	Manioc	Légume
Cabe Merah	Piment rouge	Épices de cuisine

Jardin domestique traditionnel indonésien avec un empilement spatial des plantes
A. Adam-Bradford

Bien que d'autres jardins domestiques ont été observés dans d'autres parties du camp de la caserne de Neuheun, parmi les 300 salles octroyées aux familles, seule Latifa a fait un jardin à l'entrée, laissant le reste de la population du camp toujours dépendante de l'aide alimentaire pendant presque 24 mois après sa création. Le jardin domestique de Latifa a donné un exemple merveilleux et innovant (et un lieu de démonstration), réalisé à partir de matières primaires, de la motivation et de la vision. La facilitation de l'augmentation proportionnelle de telles mesures de sécurité alimentaire simple mais fortement efficaces devrait faire partie des stratégies d'aide de secours des organisations humanitaires. Latifa a eu les compétences, l'expérience et la connaissance idéale pour démontrer les avantages du jardinage domestique à d'autres résidants de camp. Elle était ainsi une facilitatrice idéale au niveau de la communauté, qui aurait dû être soutenue par une ONG. La combinaison de l'expertise et de la connaissance locale des personnes innovatrices comme Latifa et sa famille peut apporter un véritable degré de participation locale et de propriété communautaire à d'autres interventions différentes de l'aide et du secours extérieurs. La mobilisation des communautés locales d'une telle manière est également susceptible d'accélérer le rétablissement en comblant le vide entre la réhabilitation et le développement renforçant ainsi les communautés résilientes.

A. Adam-Bradford
University of Sheffield
Web: www.sheffield.ac.uk/urbanag
Email: urbanag@adambradford.eu

Moustafa Osman
Humanitarian Department, Islamic Relief Worldwide and Sphere focal point for Arabic-speaking countries
Web: http://www.islamic-relief.com/
Email: moustafa.osman@irworldwide.org

Références

Adam-Bradford, A. (2007) Implementing Sphere Standards: Lessons Learnt from the Tsunami Response, Banda Aceh, Indonesia. Disaster Preparedness and Response Unit (DPRU), Islamic Relief Worldwide, Birmingham, UK.

Les directives du Projet sphère

Les directives du projet sphère se composent d'une charte humanitaire et des normes minimum dans la réaction à une catastrophe qui sont présentées dans un format de livre visant à aider les travailleurs humanitaires de secours d'urgence en leur fournissant une réaction de haute qualité et responsable face à une catastrophe. L'initiative a été lancée en 1997 par une collaboration internationale qui inclut la Croix Rouge et les Sociétés du Croissant Rouge. La collaboration se compose actuellement de plus de 400 organisations dans plus de 80 pays qui ont tous adopté le consensus de Sphère, y compris les organisations de donateurs qui demandent maintenant que des propositions de ce secours soient écrites dans le contexte des directives de Sphère. Les normes minima identifiées à atteindre dans l'aide lors d'une catastrophe sont groupées en cinq secteurs principaux:

1) Normes communes à tous les secteurs (gestion de projet)
2) Approvisionnement en eau, hygiène et promotion de l'hygiène
3) Sécurité alimentaire, nutrition et aide alimentaire
4) Abri, installation et produits non-alimentaires
5) Services de Santé

La combinaison de la production et de la distribution des produits alimentaires est clairement préconisée dans les directives du Projet Sphère, qui est un manuel conçu pour l'usage dans la réponse à une catastrophe mais qui a un même rôle dans l'état de préparation à une catastrophe et des programmes plus larges de réduction de risque de catastrophe. Il est applicable dans une gamme de scénarios, y compris les catastrophes naturelles aussi bien que dans un conflit armé dans des situations à déclenchement lent et brusque. Ceci inclut des situations de réfugiés urbains en raison du conflit armé (Libéria, Sierra Leone) et des catastrophes urbaines qui ont pu résulter des tsunamis, des tremblements de terre ou des orages tropicaux, comme récemment produits dans des régions urbaines de l'Inde, de l'Indonésie, de la Chine et du Pakistan. Le manuel de Sphère est basé sur deux principales croyances: "premièrement, toutes les mesures possibles devraient être prises pour alléger la souffrance humaine provenant de la calamité et du conflit, et en second lieu, que ceux affectés par une catastrophe ont un droit à la vie dans la dignité et donc un droit à l'aide". De telles principales croyances sont d'une grande importance pour l'agriculture urbaine tandis que le manuel de Sphère approuve vigoureusement des interventions agricoles de petite taille, qui apportent non seulement la sécurité alimentaire accrue et des entrées en aliments frais mais également la dignité et l'appui psychologique par la mobilisation des ressources humaines parmi ceux qui peuvent souffrir de l'effort post-traumatique à la suite d'un événement extrême.

Le manuel de Sphère fournit des conseils appropriés pour des interventions agricoles dans une gamme de secteurs principaux ; de la sécurité alimentaire à la planification physique des installations. Par exemple, la condition minimum de superficie par personne dans un établissement prévu est de 45 m2, ainsi un camp pour 1000 refugiés devrait avoir une superficie de 4.5 hectares. Ceci inclut l'espace pour des parcelles de terrain des ménages, des routes, des sentiers pour piétons, l'hygiène, et d'autres matériels d'infrastructure, mais en plus il tient compte également "des potagers limités pour les ménages individuels". Sur un emplacement de 4.5 hectares et en utilisant une taille moyenne de parcelle de terrain de ménage de six personnes, ceci aurait comme conséquence l'exécution de 166 petits potagers. Les normes minimum dans la sécurité alimentaire, la nutrition et l'aide alimentaire fournissent la majeure partie des conseils utiles pour des interventions agricoles pratiques; les aspects principaux étant abordés dans la norme 1 de sécurité alimentaire générale et la norme 2 de sécurité alimentaire : production primaire). Par exemple, les mécanismes de productions primaires devraient être protégés et soutenus, par des mesures locales de renforcement des capacités et le cas échéant par la distribution de graines, des outils, de l'engrais, du bétail, d'équipement de pêche, d'instruments de chasse, de la possibilité d'obtenir des crédits et prêts, l'information sur le marché, les équipements de transport, etc. Des conseils importants sont également fournis sur la viabilité de la production primaire, le développement technologique, l'amélioration du choix, l'opportunité et l'acceptabilité de production primaire, les graines, l'achat local de matériels, la surveillance de l'utilisation et des effets imprévus ou négatifs du matériel.

Empilement de colonne de bouteilles d'eau en plastique contenant du compost et une plante à l'intérieur
A. Adam-Bradford

Les notes de conseils abordent également les questions de complexité pour assurer que les programmes sont bien conçus, appropriés aux conditions locales et sont durables.

Le Manuel de Sphère met l'accent sur le fait que "bien que la distribution de produits alimentaires soit la réponse la plus commune à l'insécurité alimentaire aiguë dans les catastrophes, d'autres types de réponse peuvent également aider les gens à satisfaire leurs besoins alimentaires immédiats ". Ainsi dans les zones urbaines une priorité peut être le rétablissement des états normaux du marché, mais les petits potagers et les méthodes de production primaires sont également importants: de telles stratégies peuvent être plus appropriées que la distribution des produits alimentaires parce qu'elles confirment la dignité, soutiennent les moyens de subsistance et réduisent de ce fait la future vulnérabilité" . Ainsi, en conclusion, le choix de la stratégie de l'aide alimentaire doit être fait pour convenir aux conditions sur le terrain plutôt qu'a des facteurs externes tels que l'influence du donateur, l'expertise technique de l'ONG ou le manque d'accès à l'aide alimentaire élémentaire appropriée. La distribution de produits alimentaires doit être projetée en même temps que des options de production alimentaire de sorte que la transition, de la dépendance alimentaire à la sécurité alimentaire, puissent être faite le plus tôt possible et avec un risque minimum aux bienfaisances que la distribution de produits alimentaires est sensée servir.

A. Adam-Bradford
University of Sheffield
Web: www.sheffield.ac.uk/urbanag
Email: urbanag@adambradford.eu

Site Web http://www.sphereproject.org/
(Le livre complet peut être téléchargé en anglais, français, espagnol, arabe et Russe ; des résumés sont également fournis dans d'autres langues).

Un jardin dans un sac : Expériences à Kibera, Nairobi

Peggy Pascal, Solidarités
Eunice Mwende, Solidarités (Kenya Office)
Email: ppascal@solidarites.org

Plus de 60 pour cent de la population de Nairobi vit dans les nombreux bidonvilles situés autour de la ville. Le bidonville de Kibera est l'un des 146 bidonvilles de la capitale du Kenya et le deuxième plus grand bidonville en Afrique (après Soweto en Afrique du Sud). Environ un million de personnes habitent actuellement à Kibera et la population augmente quotidiennement. Dans le bidonville, les éboulements sont fréquents et le taux de chômage est très élevé. La majeure partie de la terre est consacrée au logement, et la terre arable reste rare.

En décembre 2007, Kibera était l'un des deux bidonvilles les plus frappés par la violence après les élections qui se sont déroulées au Kenya. Ces émeutes étaient le résultat de divers facteurs dont le niveau élevé de la pauvreté et la vulnérabilité croissante. La plupart des familles vivant dans le bidonville s'étaient installées là-bas, après avoir quitté les zones rurales surpeuplées. Au cours de l'année 2008, les prix des denrées alimentaires et non alimentaires ont augmenté à près de 50 pour cent en six mois 1. Les changements diététiques y résultant sont évidents, ainsi qu'une réduction de la composition et de la fréquence des repas, qui pourraient mener à une augmentation de la malnutrition et à l'exposition aux maladies.

L'ONG Française Solidarités soutient les communautés dans les bidonvilles de Nairobi, y compris Kibera, avec son projet « Jardin dans un Sac ».

Objectifs du Projet

Le Projet mis en oeuvre par Solidarités et financé par le gouvernement français consiste à cultiver de jeunes plantes végétales à l'intérieur et autour des côtés des sacs remplis de terre, qui sont placés au seuil des portes d'entrée. La stratégie de Solidarités est basée sur deux objectifs principaux :

- Augmenter l'accès à la nourriture en utilisant le concept de « jardin dans un sac ».
- Augmenter le revenu disponible pour l'usage des ménages par la vente des légumes du jardin dans un sac.

Les groupes cibles sont les populations à faible revenu et ceux qui sont affectés par VIH / Sida (qui ont besoin d'une meilleure nutrition) 2. Les habitants des bidonvilles ont le savoir-faire approprié pour cultiver les légumes. Le problème principal qui entrave le développement de l'agriculture est le manque de terre et d'argent pour acheter le matériel agricole.

Pendant la première phase du programme dans Kibera, plus de 11.000 ménages bénéficiaires ont adopté la technique et ont produit des légumes au pas de leurs portes. La phase actuelle vise 32.000 ménages, dont certains cultivent maintenant des tomates, des oignons, le chou ou des épinards. Plus 18 pépinières ont été créées dans le bidonville de Kibera. Certains membres de la Communauté sont choisis comme responsables de la gestion de la pépinière, tandis qu'un autre groupe est chargé de la formation des bénéficiaires.

Selon Francis Owino Waneno, le chef de zone, le projet a amélioré la sécurité alimentaire dans le bidonville. Les

Une femme cultivant le chou frisé à Kibera
Photo : Solidarités

"gens peuvent maintenant manger et dans certains cas vendre leur propre produit et cela signifie beaucoup pour les habitants de ce bidonville", dit- il (The East African Magazine, 2-8 juin 2008).

Préparation

De petites parcelles de terrain ont été volontairement données par les communautés (sans compensation) pour l'implantation des pépinières. Solidarités fournit les graines, et les leaders soutiennent les membres de la Communauté dans la gestion des pépinières.

Il faut au moins trois semaines pour que les jeunes plants grandissent assez pour être transplantés dans les sacs ou les potagers. Et déjà à ce stade la participation de la communauté est importante. Il est important d'expliquer que les jeunes plants seront distribués gratuitement aux membres de la Communauté qui sont aptes à les recevoir selon des critères de sélection.

Dans le contexte des bidonvilles, les cultures à cycle court et ayant beaucoup d'avantages à long terme sont nécessaires. Par exemple, dans la première phase du programme on a noté que les oignons (bulbes) avaient un cycle de croissance trop long, ainsi les participants ont opté pour les feuilles d'oignons. En outre, la qualité du sol et de l'eau pour l'irrigation présente des défis. Quoique difficile, il est important de s'assurer que la bonne hygiène et les pratiques saines sont observées, particulièrement près des pépinières, pour empêcher la contamination.

Mobilisation et formation de la communauté

Une ferme de démonstration s'est avérée être cruciale pour la formation ; et les personnes mandatées pour la mobilisation de la communauté étaient déterminantes pour le succès de la première phase du programme en raison de leur rôle efficace dans la communication, la surveillance et le suivi. Il est important d'avoir des membres de la Communauté comme (je crois qu'il y a un mot manquant) qui travaillent pour la mobilisation des acteurs. L'administration locale et les aînés du village

furent sollicités pour l'identification de ces individus; mais pour empêcher l'interférence politique, le rôle de l'administration locale devait être clair et les noms donnés devaient être bien vérifiés.
L'équipe des personnes en charge de la mobilisation est composée de diverses tranches d'âge (entre 25 ans et 80 ans) et a été répartie en tenant compte du genre. Ceci a augmenté la cohésion du groupe et le niveau d'acceptation par leurs communautés. Il s'est également avéré important que ces personnes en charge de la mobilisation de la communauté soient payées correctement (avec un salaire mensuel et tous autres avantages) pour assurer leur plein engagement sans nécessité de compléter leurs salaires.

Préparation des sacs

Chaque sac a un volume de 0,1 à 0,5 m3. Les cultures les plus appropriées pour les sacs sont les légumes à feuilles puisqu'elles continuent leur croissance même après la récolte des feuilles. Les légumes sont plantés au dessus du sac et dans de petits trous sur les côtés. En moyenne, un sac simple contient 30 à 40 jeunes plants de chou frisé ou épinards et 20 plants de tomate. Ce sont des cultures déjà familières à ces communautés ; mais d'autres légumes, tels que le poivron, feuilles d'oignons et la coriandre, ont été également présentés.
Deux modèles de sacs végétaux ont été expérimentés : l'un avec une colonne en pierre (modèle 1) et l'autre avec des couches de pierres (model 2). Le dernier semble être moins intéressant puisque la surface de plantation est plus petite que dans le modèle 1, qui offre une possibilité de planter des jeunes plants tout autour des sacs.
Les sacs sont préparés par les ménages, qui doivent trouver ou acheter un sac (qui sont peu coûteux (Kshs.10) et facilement disponible) et trouver le sol et les pierres avant de recevoir les jeunes plantes. Une fois que les sacs sont prêts, Solidarités fournit les jeunes plants. Cette approche aide les ménages choisis qui sont vraiment motivés et renforce l'appropriation.

Formation continue sur la gestion des pépinières
A. Adam-Bradford

Dans certains bidonvilles, il est difficile de trouver de la bonne terre pour la plantation. Dans certains cas, les bénéficiaires ont dû acheter leur propre terre pour pouvoir participer au programme. Ceci démontre l'engagement du ménage, mais cela provoque également des coûts additionnels pour les bénéficiaires et ce qui pourrait limiter le nombre de bénéficiaires au programme. Un deuxième défi est l'accès à l'eau, car il n'y a aucun système fiable d'approvisionnement en eau dans les zones des bidonvilles. Certains sacs et potagers se sont asséchés pendant les périodes sèches de juillet – novembre en raison du manque d'eau. La plupart des habitants des bidonvilles achètent l'eau chez les fournisseurs d'eau, qui ne sont soumis à aucun règlement dans la fixation du prix de l'eau.

Impacts

Les légumes produits dans des sacs sont utilisés pour la propre consommation ou vendus, augmentant de ce fait l'accès des ménages à l'argent pour d'autres besoins et pour l'éducation des enfants. Les familles qui produisent des légumes peuvent préparer un repas complet deux à trois fois par semaine. En moyenne, chaque ménage augmente également son

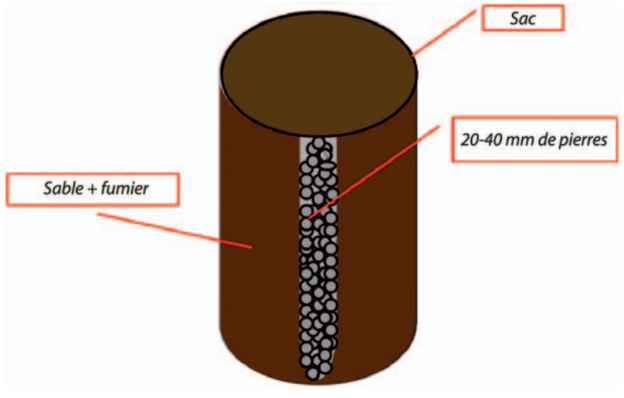
Épinards dans un sac à Kibera
Photo : Solidarités

revenu hebdomadaire de 5 Dollar US. Etant donné que la location d'une maison coûte environ 6 Dollar US / mois à Kibera, cet argent comptant additionnel représente une source de revenu importante. Les ménages possédant trois sacs ou plus ont un revenu estimé à environ 33 Dollar US par mois, ce qui est plus important que le revenu mensuel moyen par famille (juin 2008) 4.
L'approche est bon marché et aisément acceptée par les habitants des bidonvilles, dont la plupart pratiquaient déjà l'agriculture dans des zones rurales avant de venir en ville pour rechercher du travail. C'est un programme d'auto soutien dans lequel Solidarités est responsable du renforcement des capacités initiales, de la gestion générale du programme et de l'achat initial des graines. Les autres activités sont prises en charge par les communautés elles-mêmes. Cependant, la présence (dans la culture) des personnes en charge de la mobilisation de la communauté joue un rôle significatif en s'assurant que le programme est bien intégré par les communautés. Solidarités a commencé son travail avec WOFAK (Femmes Luttant contre le Sida au Kenya), qui a été en activité dans Kibera pendant dix années traitant des problèmes liés au VIH/Sida et aux personnes vulnérables dans la communauté et le KENWA (Réseau Kenyan des Femmes Affectées par le Sida).

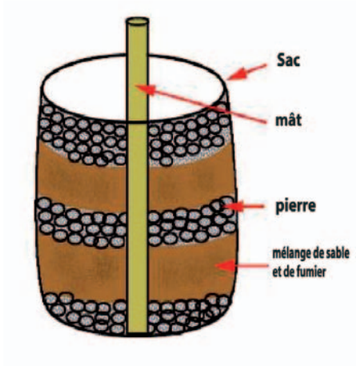
Conclusion

Les personnes vivant dans les zones urbaines sont particulièrement vulnérables à la flambée du prix des denrées alimentaires. Le concept du jardin dans un sac est une méthode efficace, simple et durable pour assurer la sécurité alimentaire pour les habitants des bidonvilles. Les ménages peuvent soit gagner un revenu supplémentaire soit économiser sur les coûts d'achat de la nourriture. Les plus grands défis identifiés par les bénéficiaires de ce programme sont la présence des parasites (et l'incapacité de contrôler les parasites), l'accès à l'eau, les maladies végétales et le vol des légumes 3. Solidarités aide les communautés en mettant en application des mesures de contrôle des parasites.
Solidarités croit fortement que l'agriculture urbaine devrait être l'un des piliers de stratégies de sécurité alimentaire dans les prochaines années. L'organisation a donc prolongé le projet à d'autres secteurs du bidonville de Kibera et de Kiambiu et le présente également dans deux autres bidonvilles : Mathare (également proche de Nairobi) et Juba (Soudan méridional). Juba est un grand bidonville avec un très faible accès à l'eau potable et à l'hygiène, mais peu d'ONG travaillent dans cette ville.

Notes
1) le prix du maïs, qui est l'aliment principal, a même augmenté de 100 pour cent en quelques mois.
2) Le taux du VIH au Kenya est de 6 pour cent et cette maladie est un problème majeur. Au moins 1,3 millions de personnes vivent actuellement avec le VIH/SIDA au Kenya, parmi lesquelles on dénombre 65 pour 100 de femmes âgées de 19 à 45 ans, selon les statistiques du NACC.
3) Des entrevues et la collecte de données ont été faites dans trois villages de Kibera principalement et dans le village de Kiambiu en particulier. Les villages choisis dans Kibera étaient Makina, Lindi et Kisumu Ndogo. 200 questionnaires ont été remplis par les bénéficiaires de l'intervention de Solidarités ; parmi lesquels183 ont été considérés valides pour davantage l'analyse sur l'impact de l'intervention.
4) cette information ne considère pas le revenu produit des oignons, qui ont été la plupart du temps cultivés dans des potagers et pas dans des sacs, afin de tenir compte de la croissance des bulbes.



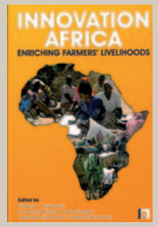
Modèle 1 : colonne verticale en pierre pour faciliter l'infiltration de l'eau



Modèle 2 : Couches de pierres

Innovation Africa Enriching Farmers' Livelihoods
Pascal C. Sanginga, Ann Eau-Waters-Bayer, Susan Kaaria, Jemimah Njuki et Chesha Wettasinha (rédacteurs). Earthscan, 2008.

Ce livre couvre les nouveaux développements conceptuels et méthodologiques dans les systèmes d'innovation agricoles, et présente des expériences récentes sur le terrain dans différents contextes en Afrique. Les contributions montrent comment l'innovation est le résultat de l'étude sociale à travers l'interaction des individus et des organisations dans la création et l'application de la connaissance. Elle apporte des exemples sur la façon dont l'espace et les incitations ont été créées pour encourager la collaboration entre les fermiers, la recherche, les services d'appui et le secteur privé pour développer de meilleures technologies et des arrangements institutionnels qui peuvent alléger la pauvreté.



Junior Farmer Field and Life Schools _ Getting Started! Running a Junior Farmer Field and Life School. FAO. 2007.
Disponible à : ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a1111e/a111 1e 00.pdf ou ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0379e/i0379e.pdf
En réponse au nombre de plus en plus important d'orphelins et d'enfants vulnérables, la division Genre, Equité et Emploi rural de la FAO conjointement avec le programme mondial de l'alimentation (PAM), a soutenu le développement et l'exécution des écoles de formation de jeunes fermiers (JFFLS) dans plusieurs pays de l'Afrique australe durant plusieurs années. Dans le processus, des matériaux d'information et de formation ont été développés, et des rapports ont été produits. Le manuel fait le point des expériences de beaucoup d'individus, communautés, et organisations au Kenya, au Mozambique, en Namibie, au Swaziland, dans la République unie de la Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe.

LA FAO. 2005. Installation et gestion d'un jardin scolaire, un manuel pour les professeurs, les parents et les communautés.
Les écoles peuvent apporter une contribution importante aux efforts des pays pour surmonter la faim et la malnutrition, en période de crise et de réhabilitation. ''Les Jardins Scolaires'' peuvent aider à améliorer la nutrition et l'éducation des enfants et de leurs familles, dans les zones urbaines et rurales. Ce manuel fournit des informations simples pour guider les étudiants, les professeurs et les parents pour commencer à produire une variété de légumes et de fruits nutritifs, ainsi que le petit bétail.

Série de manuels du HCR disponibles à : http://www.unhcr.org/protect/PROTECTION/3b94c8364.html

- Options de vie dans des situations de réfugié. Un manuel pour favoriser les pratiques agricoles saines (2002). Ce manuel est prévu pour aider à développer une compréhension des besoins à considérer dans l'agriculture dans une opération pour les réfugiés ou les rapatriés. En particulier, il clarifie comment favoriser et maintenir des pratiques saines pour les personnes déplacées dans des situations diverses, fonctionnant souvent avec une gamme de différentes agences.
- Manuel pour la planification et la mise en application du développement de l'assistance (DAR) pour les programmes de réfugiés (2005)
- Pratique et promotion de la gestion environnementale saine dans les situations de réfugié/rapatrié (2001)
- Directives environnementales du HCR (2005)
- Gestion de la forêt dans les situations de réfugié et de rapatrié (2005)
- Garde du bétail et de la production animale dans les situations de réfugié et de rapatrié (2005)
- Manuel pour les activités de rapatriement et de réintégration (2004)
- Manuel pour l'autosuffisance (2005)

Réadaptation Agricole – Tracer les liens entre l'aide humanitaire, la protection sociale et le développement
Groupe de Politique Humanitaire (HPG), 2006. Rapport de Recherche 22 ICRISAT. Cet article aborde la façon de soutenir la vie des personnes vivant dans les zones rurales qui ont été affectées par le conflit. Spécifiquement, il se concentre sur la façon dont les acteurs internationaux pourraient se déplacer au delà des interventions conventionnelles impliquant les semences et les outils pour faire face à la vulnérabilité et soutenir la composante agricole des moyens de subsistance rurale dans les pays émergeant du conflit.
Disponible à : http://www.odi.org.uk/hpg/papers/hpgreport22.pdf

Réduction du risque de catastrophe – Aide à la réduction durable de la pauvreté dans un monde vulnérable. Projet d'orientation de DFID. 2006

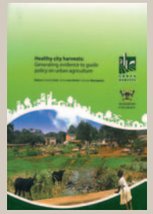
Cet article récapitule la politique du DFID sur la réduction du risque de catastrophe qui s'applique aux catastrophes naturelles et technologiques. Il aborde les éléments principaux de la réduction du risque de catastrophe et leur importance.

Addressing Food Insecurity in Fragile States _ Case studies from the Democratic Republic of the Congo, Somalia and Sudan.

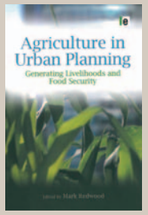
Luca Alinovi, Günter Hemrich et Luca Russo, 2007. ESA, Document de travail No. 07-21, Division des Sciences Economiques du Développement Agricole. FAO.
En se basant sur des études de cas de la République Démocratique du Congo, de la Somalie et du Soudan, cet article se concentre sur la politique, le programme et les questions institutionnelles liés à l'insécurité alimentaire dans le contexte de crises prolongées et d'Etats instables, avec une concentration sur les zones affectées par les conflits. Les études de cas illustrent à quel point les institutions en dysfonctionnement sont à la base de l'insécurité alimentaire structurelle et comment les personnes et les institutions locales ont pu, dans une certaine mesure, s'adapter et faire face aux crises.
Disponible à : ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai028e/ai028e00.pdf

The Long Road Home _ Opportunities and obstacles to the reintegration of IDPs and refugees returning to Southern Sudan and the Three Areas Report of Phase I.

Sara Pantuliano, Margie Buchanan-Smith et Paul Murphy. 2007. Groupe Humanitaire De Développement; Institut d'Outre-mer de Politique, Londres.
Les recherches visent à comprendre les causes principales déterminantes de la réintégration durable et du rôle des différents acteurs dans la réalisation de ce but. Il se concentre sur les principaux obstacles pour une réintégration réussie et paisible, prêtant l'attention aux différentes interventions (comme l'agriculture).
Disponible à: http://www.odi.org.uk/resources/details.asp?id=2432&title=long-road-home-opportunities-obstacles-reintegration-idps-refugees-returning-southern-sudan-three-areas



Healthy City Harvests _ Generating evidence to guide policy on urban agriculture
Donald Cole, Diana Lee-Smith et George Nasinyama (Editors), 2008. CIP/Urban Harvest et Makerere University Press.
Ce livre présente les résultats de la recherche sur les risques sanitaires potentiels de la production agricole et animale dans la ville, aussi bien que les avantages et la sécurité alimentaire dans l'agriculture urbaine dans le contexte politique de Kampala mais dans celui d'autres villes en Afrique. Il aborde le rôle de l'agriculture urbaine dans un moment de crise alimentaire urbaine globale et rapide, la croissance non planifiée des villes, et comment ces aspects ont été intégrés dans les débats publics.
Pour plus d'informations: http://www.uharvest.org/



Agriculture in Urban Planning _ Generating livelihoods and food security
Mark Redwood (Editeur), 2008.
Ce volume écrit par des chercheurs travaillant dans l'agriculture urbaine examine des stratégies concrètes pour intégrer l'agriculture urbaine dans la planification urbaine. En se basant sur des travaux originaux sur le terrain dans les villes du sud connaissant une urbanisation rapide, le livre examine la contribution de l'agriculture urbaine et de l'élevage urbain dans les moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire.
Pour plus d'information: http://www.idrc.ca/en/ev-133761-201-1-DO_TOPIC.html

African Indigenous Vegetables in Urban Agriculture
C. M. Shackleton, M. Pasquini et A. W. Drescher (Avril 2009)

Ce livre fournit une synthèse complète des connaissances actuelles du potentiel et des défis multiples liés aux contributions du rôle, de l'utilisation, de la gestion et des moyens de vie des légumes indigènes dans l'agriculture urbaine en Afrique Sub-Saharienne.
Pour plus d'information et commandes de ce livre : http://www.earthscan.co.uk/?TabId=56958&v=451875

Manuel municipal intégré de gestion des déchets solides en Amérique latine et dans les Caraïbes
IBAM, 2008.

Ce manuel aborde des sujets qui sont fondamentaux à la compréhension et à l'amélioration des systèmes et des services de nettoiement urbains et couvre les techniques et les problèmes administratifs, les questions concernant la préparation, le stockage et l'élimination des déchets, ainsi que les aspects institutionnels, économiques, politiques, sociaux et légaux, y compris les mécanismes de développement de l'hygiène.
Disponible à : http://www.idrc.ca/en/ev-105372-201-1-DO_TOPIC.html

Vente de Compost _ Un guide pour les producteurs de compost dans les pays à faible et moyen revenu
Jonathan Rouse, Silke Rothenberger et Chris Zurbrügg, 2008.

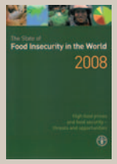
Ce guide décrit une approche pour la vente du compost et est prévu pour aider les producteurs de compost à gérer des initiatives plus viables en augmentant la valeur de leur produit. Le manuel ne couvre pas tout ce qu'on doit savoir sur le marketing, mais débute à partir des fondations pour présenter les principes et les techniques de base. Ceux-ci incluent la compréhension de « l'environnement de vente», l'identification des groupes cibles de clients appropriés et développer et favoriser des produits pour convenir au marché.
Disponible à : http://www.eawag.ch/organisation/abteilungen/sandec/publikationen/publications_swm/downloads_swm/marketing_compost_low.pdf

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 _ Prix élevés des denrées alimentaires et menace de sécurité alimentaire et opportunités. FAO

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 _ Prix élevés des denrées alimentaires et menace de sécurité alimentaire et opportunités. FAO

Ce rapport annuel éveille les consciences au sujet des problèmes de la faim dans le monde et de ses causes fondamentales, tout en mesurant les progrès vers les cibles depuis le Sommet Alimentaire Mondial de 1996, et le Sommet du Millénium. Le rapport de cette année se concentre sur les prix élevés des denrées alimentaires qui ont un impact sérieux sur les populations les plus pauvres dans le monde, réduisant rigoureusement leur pouvoir d'achat déjà bas. Les prix élevés des denrées alimentaires ont augmenté les niveaux de privation alimentaire, tout en plaçant une pression énorme sur la réalisation des buts internationalement convenus sur la faim de 2015.
Disponible à: ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0291e/i0291e00.pdf

Le Manuel de Sphère - Charte Humanitaire et Normes Minimum dans les Catastrophes 2004
Le manuel tient compte des développements récents dans la pratique humanitaire en matière d'eau et d'hygiène, de la nourriture, d'abris et de santé, ainsi que des échanges entre praticiens dans le domaine, des instituts de recherche et de plusieurs experts en matière de protection, de genre, d'enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées, du VIH/Sida et de l'environnement. C'est le produit d'un effort de collaboration étendu qui



LIVRES/PUBLICATIONS

reflète la volonté collective et l'expérience partagée de la communauté humanitaire, et sa détermination à améliorer les connaissances actuelles dans les programmes de l'aide humanitaire. Plus d'information sur le projet ou le manuel peut être trouvé à :
http://www.sphereproject.org/component/option,com_frontpage/Itemid,200/lang,english/

Women Feeding Cities – Mainstreaming gender in urban agriculture and food security. Practical Action.

Alice Hovorka, Henk de Zeeuw et Mary Njenga (Editeurs), 2009.

Le livre analyse le rôle des femmes et des hommes dans la production alimentaire urbaine, la transformation et le marketing à travers des études de cas de trois régions de développement et y compris les directives et les outils pour l'intégration du genre. C'est un ouvrage essentiel pour les chercheurs, les décisionnaires et les praticiens du développement. La publication est basée sur des expériences acquises dans le contexte de l'agriculture urbaine, le vaste système d'initiative du CGIAR sur l'agriculture urbaine et périurbaine et la Fondation RUAF.

L'intégration de l'agriculture et du développement rural durable dans le contexte du changement climatique, de la crise énergétique et de l'insécurité alimentaire (Agadir, Maroc)

Les Liens entre l'Aide d'Urgence, la Réhabilitation et le Développement (LRRD) en Afghanistan. Evaluation après crise et perspectives d'agriculture urbaine à Kaboul. Quelle place y a-t-il pour l'agriculture dans la reconstruction d'une ville ? Étude de cas de Kaboul.

Catherine Laillet et Pascal de Peggy, 2006.
Cette étude jette un coup d'oeil aux stratégies adoptées par les fermiers de Kaboul pendant les périodes qui ont le plus marqué l'histoire de Kaboul et la situation actuelle de l'agriculture urbaine. En outre, elle discute le rôle et le futur de l'agriculture urbaine dans le contexte de l'augmentation de la pression démographique, la pression de la terre, le développement urbain et la concurrence pour l'eau. Disponible à : http://www.urd.org/fr/activites/recherche/fichiers/LRRD/Rural%20development/LRRD-Survey_Agro_Kabul_CL.pdf

Moyens d'existence des réfugiés _ Un examen de l'évidence
Machtelt de Vriese, 2006. Unité d'évaluation et d'analyse politique du HCR.
Cet article traite des stratégies et des moyens de subsistance des réfugiés (urbains aussi bien que ruraux) et des facteurs de succès et de limitations de ces stratégies

La Culture de la Résilience - Leçons du tsunami 2004
Melissa Harvey et Sathis Wijewardena dans le magazine LEISA 24. 2008.
L'article discute du rôle des jardins à domicile après le tsunami au Sri Lanka. Disponible à :
http://ileia.leisa.info/index.php?url=article-details.tpl&p[_id]=219109

Journal d'études des catastrophes.
Institut de Développement d'Outre-Mer
Disponible en ligne à:
http://www.blackwellpublishing.com/journal.asp?ref=0361-3666&site=1
Particulièrement, le Volume 26, Numéro 4, Édition Spéciale de Décembre 2002 : Au delà des semences et des outils

Le Magazine d'Échange sur les Champs
Disponible sur le site Web du réseau de nutrition de secours http://www.ennonline.net/fex/ apparaît trois fois par an et contient des articles sur les champs, la recherche et des nouvelles pour ceux qui travaillent dans la nutrition et la la sécurité alimentaire.

VIDEOS

Le Lesotho - faire un jardin dans un trou de serrure

Une grande petite vidéo faite au Lesotho, montrant comment un groupe d'écoliers a fait un jardin dans un trou de serrure. Charité envoie une vache pour la démonstration et les enfants peuvent maintenant faire leurs propres exemples à la maison et avoir accès à plus de nourriture.

http://www.youtube.com/watch?v=XjcjCCx3BWY

Jabalia fleurit - la bande de Gaza, 9 juin 2007

Nour Odeh rend compte d'un jardin vibrant au coeur d'un camp de réfugié palestinien

http://www.youtube.com/watch?v=TSTWR6Zvwm0

SITES WEB

http://km.fao.org/fsn/
Le forum global de FSN sur la sécurité alimentaire et la nutrition maintient l'ordre et des stratégies, discussions en ligne, le partage de connaissance et la résolution des problèmes sur les questions topiques liées aux politiques et aux stratégies de FSN.

http://www.fao.org/fcit/cities_emergencies_en.asp
Cette section du site Web de la Nourriture pour les Villes de la FAO offre quelques documents choisis sur les urgences et l'état de préparation à la crise et aux catastrophes aussi bien que la fiche de données de la FAO sur les "urgences et la crise dans les zones urbaines".

http://www.actionagainsthunger.org/what-we-do/food-security
Un des thèmes de Action Against Hunger est la sécurité alimentaire. AAH soutient les familles dans les urgences à regagner l'autosuffisance, à soutenir des moyens de subsistance et à augmenter les mécanismes pour faire face à la sécurité alimentaire.

http://www.solidarites.org/missions/Kenya/action-crisealimentaire.shtml
Solidarités, une organisation humanitaire française, a de l'expérience avec le jardinage dans des sacs au Kenya en réponse à l'insécurité de alimentaire (voir l'article plus tôt dans le magazine).

http://www.ennonline.net/
Réseau des organisations et des praticiens travaillant dans la nutrition de secours et la sécurité alimentaire. Permet d'accéder en outre au Magazine d'Echange sur les Champs en ligne (voir la section sur les publications).

http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home
Page d'accueil de l'agence du HCR de l'ONU. Le site Web fournit des nouvelles sur le jardinage dans les situation d'urgences ; voir les études de cas suivantes :
http://www.unhcr.org/news/NEWS/45d966394.html
http://www.unhcr.org/news/NEWS/45dda2414.html
http://www.unhcr.org/news/NEWS/4873657b4.html
http://www.unhcr.org/news/NEWS/487cc36e4.html

http://www.ifrc.org/what/disasters/resources/publications.asp#fs
La fédération internationale de la croix rouge (IFRC) travaille également dans le domaine alimentaire. Jeter particulièrement un coup d'oeil à la publication sur l'évaluation de sécurité alimentaire. Le chapitre 8 se concentre particulièrement sur les évaluations urbaines de sécurité alimentaire.

http://www.urd.org/en/presentation/index_en.htm
Le Groupe URD est un institut de recherche à but non lucratif qui travaille aux évaluations, à la méthodologie et à la formation dans le but d'améliorer les pratiques dans l'action humanitaire en faveur des populations affectées par la crise. Ils travaillent dans des domaines tels que: la gestion des crises, la gestion du secours, les liens de l'aide de secours et le développement ; la reconstruction de logement et le développement urbain ; et la sécurité alimentaire dans des situations de crise et d'après crise.

www.uharvest.org
C'est le nouveau site Web mis à jour de l'agriculture urbaine.

ÉVÉNEMENTS

L'intégration de l'agriculture et du développement rural durable dans le contexte du changement climatique, de la crise énergétique et de l'insécurité alimentaire (Agadir, Maroc)
12-14 novembre 2009
Les objectifs de cette conférence sont de regarder d'une façon critique toutes les voies par lesquelles la recherche peut - et parfois est - être utilisée pour créer le changement dans le monde entier. Les résultats de la recherche seront partagés et de futures perspectives de recherches, défis, problèmes et soucis seront abordés. Des projets de recherche et les réseaux seront développés faisant participer des chercheurs des pays développés et en développement. La faculté de Droit, des Sciences Economiques et des Sciences Sociales d'Agadir et le centre Nord-Sud pour les Sciences Sociales (NRCS) visiter SVP http://2009-international-conference.synthasite.com ou le contact Conference.agadir@gmail.com

Conférence internationale sur la crise alimentaire mondiale : Promesses et perspectives de l'Agriculture Urbaine et Périurbaine (Nairobi, Kenya)
2009/2010
Un groupe d'organisations qui sont impliquées dans la recherche et la promotion de l'agriculture urbaine et périurbaine aux niveaux nationaux, régionaux et mondiaux a proposé cette conférence internationale. Ils ont formé un groupe de responsables délégués, avec des représentants de l'institut de Mazingira (Kenya), Urban Harvest et l'université de Nairobi, liés à la Fondation RUAF NAUPA (Amérique du Nord), et à NRI (R-U). Plus d'informations sur les thèmes et les dates exactes, visiter le site Web du RUAF.

ÉVÉNEMENTS

Enseignement à Distance sur l'AU: Dimensions de l'Agriculture Urbaine
(CVFN 411)
Programmation: Septembre – Décembre 2009
Ce cours décrit les dimensions (les fonctions, les rôles, les avantages, et les risques potentiels) de l'agriculture urbaine et comment celles-ci complètent, augmentent, concurrencent, remplacent, ou affectent celles fournies par d'autres systèmes d'exploitation de la terre, les activités sectorielles et les acteurs. Pour plus d'informations en vue d'une inscription, veuillez visiter : www.ryerson.ca/ce/foodsecurity ou contacter Reg Noble, Coordonnateur Académique, E-mail: food@ryerson.ca ou rnoble@ryerson.ca.

Ecologie Urbaine: Vers les constructions et les zones sans émission de carbone [Copenhague, Danemark]
3 Novembre 2009
L'université et la ville de Copenhague accueillent une série de conférences axées sur la minimisation de l'émission de carbone dans les constructions et les quartiers de la ville. La ville et l'université partagent un intérêt pour la création d'un environnement durable en faveur du campus et de la ville. Cette série de conférence se focalisera sur la manière par laquelle la minimisation de l'émission de carbone dans les constructions et les quartiers de la ville peut être valorisée et sur les obstacles de la mise en application des principes de minimisation de l'émission de carbone dans les phases de construction et de planification. http://climate.ku.dk/urbangreening/programme/

Conférence sur la Foresterie Urbaine 2009: Leçons pour un développement durable.
[Malaisie]
17-19 Novembre 2009
Beaucoup de villes dans la région sont dans différentes phases de développement urbain et ont eu différentes expériences. Les expériences, les leçons apprises et les programmes de développement urbain valables devraient être partagés entre les pays. La conférence présentera donc des moyens de partage d'informations et de collaboration sur le développement des forêts et des jardins publics urbains. La conférence est organisée sur cinq thèmes principaux. La conférence est organisée par l'institut de recherche en foresterie de la Malaisie (FRIM) http://www.frim.gov.my et se tiendra à la suite d'un atelier de la FAO sur la foresterie urbaine et périurbaine.

Feuille De Route Vers un Environnement Urbain Résistant à l'Inondation
[Paris, France]
26-27 Novembre 2009
Suite au changement climatique, à la croissance des populations urbaines et au développement économique, une grande incertitude existe au sujet d'une éventuelle adaptation de l'environnement urbain face aux risques d'inondation.
L'objectif de cette conférence est de mettre en évidence les avancées récentes dans la progression vers la résistance des villes face aux risques d'inondation. La conférence prévoit de fournir aux politiciens, aux décideurs politiques, aux chercheurs et praticiens une plateforme pour exposer et débattre sur leurs expériences, sur les nouvelles tendances et innovations technologiques dans le domaine de la gestion du risque d'inondation.
http://www.urbanflood.org/

Conférence sur le Changement Climatique et la Gestion des Déchets [Copenhague, Danemark]
3-4 Décembre 2009
La conférence sera organisée comme prélude à la conférence sur le changement climatique des Nations Unies (COP15) qui se tiendra du 7 au 18 Décembre 2009 à Copenhague (voir ci-dessous). L'intention est d'exposer comment la gestion intelligente des déchets joue un rôle important dans les efforts de réduction du changement climatique. Comme partie intégrante de l'écoulement des produits à travers l'économie, la gestion des déchets a un potentiel énorme dans l'atténuation du changement climatique. Ainsi, l'effet de serre pourrait être évité ou réduit par le recyclage de matériel, de meilleurs contrôles d'émission des gaz, le stockage de carbone organique dans les sols et en utilisant les déchets comme source d'énergie –naturellement et notamment par la prévention du gaspillage. La conférence est organisée par DAKOFA et ISWA.
http://www.wasteandclimate.org/web/guest/home

15ème Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique
[Copenhague, Danemark]
7-18 Décembre 2009
Le Protocole de Kyoto fixe les objectifs sur les émissions de gaz de 2008 à 2012. A la 13ème conférence annuelle des pays membres (COP13) à Bali on a décidé d'oeuvrer vers un nouvel accord pendant les années suivantes. Le Plan – qui s'appelle aussi le Plan d'Action de Bali – vise un nouvel accord, qui doit être négocié à la 15ème Conférence Annuelle – COP15 – à Copenhague en 2009. Pour plus d'informations : http://en.cop15.dk/about+cop15

Conférence de l'Association de la Planification Nationale Américaine 2010
[New Orleans, USA]
10-14 Avril 2010
L'agriculture urbaine fut l'une des discussions les plus chaudes à la Conférence de l'Association de la Planification Nationale Américaine en Avril 2009, qui s'est tenue à Minneapolis. Onze sessions et ateliers ont été tenus sur une gamme variée de sujets liés à l'agriculture urbaine et auxquels un nombre sans précédent de planificateurs urbains et régionaux, de commissaires de planification, et d'étudiants (futurs planificateurs) ont assisté. En 2010, la conférence se tiendra sur les rives du Mississippi à la Nouvelle-Orléans, où le thème de la conférence est la résilience. Les propositions sont attendues en ligne et débutent en juin 2009. Veuillez verifier www.planning.org pour plus de details.

Adaptation au Changement Climatique en Afrique (CCAA)
Le Centre de Recherches sur le Développement International et le Département du R-U pour le Développement International ont conjointement crée le programme de l'ACCA, qui est un programme de recherches et de renforcement des capacités, et qui vise à améliorer la capacité des pays Africains à s'adapter au changement climatique afin que ce programme profite aux plus vulnérables. Pour plus d'informations contacter: http://www.idrc.ca/en/ev-94424-201-1-DO_TOPIC.html.

L'alimentation, la santé et l'adaptation au changement climatique en Afrique Australe et en Afrique de l'Est.
L'annonce complète peut être obtenue à http://www.idrc.ca/en/ev-5733-201-1-DO_TOPIC.html
Toute demande de renseignements liée à l'annonce devrait être adressée à FS-Africa@idrc.or.ke

Magazine Agriculture Urbaine

Agriculture urbaine : Relations entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement : rôle de l'agriculture urbaine ?
ISSN 1 574-6244
N° 21 Novembre 2009

Le Magazine Agriculture Urbaine est publié deux fois par an par la Fondation Resource Centres on Urban Agriculture and Food Security (RUAF) dans le cadre de l'initiative « Promotion des Filières Agricoles Porteuses » (PROFAUP) financée par la DGIS, Pays-Bas et le CRDI Canada
Le Magazine Agriculture Urbaine est traduit en français, espagnol, chinois et arabe et distribué en différentes éditions à travers les réseaux régionaux du RUAF. Il est également disponible sur le site : www.ruaf.org

Les partenaires du RUAF sont :
Amérique Latine : IPES Promocion del Desarrollo Sostenible . Lima Peru : e-mail : au@ipes.org.pe Magazine en espagnol. Site web : www.ipes.org/au
Afrique de l'Ouest francophone : IAGU Institut Africain de Gestion Urbaine. Dakar, Sénégal . e-mail moussa@iagu.org Magazine en français : Site web www.iagu.org/ruaf/ruafiagufr.php
Afrique de l'Ouest anglophone : International Water Management Institute. IWMI Ghana. O.cofie@cgiar.org www.iwmi.org/africa/west_africa/projects/RUAFII-CFF.htm

Afrique Orientale et Australe :
MDP Municipal Development Partenership . e-mail :tinubvami]mdpafrica.org.zw Site web : www.mdpafrica.org.zw/urbanagriculture.html
Asie du Sud et du Sud Est : International Water Management Institute IWMI India . e-mail :r.simmons@cgiar.org Site web : www.iwmi.cgiar.org/southasia/indecaspnc=9106&msid=119

Afrique du Nord et Moyen Orient :
Université Américaine de Beyrouth. E-mail : em13@aub.edu.lb www.ecosystems.org/esdubhomepage.php
Chine : IGSNRR Institute of Geographical Sciences and Natural Resources Research of the Chicago Academy of Sciences. e-mail : calm@igsnrr.ac.cn Site web : www.cnruaf.com.cn
Coordination et Soutien : Fondation ETC . e-mail : ruaf@etcnl.nl Site web www.ruaf.org
Editeurs du n° 21 : René van Veenhuizen (directeur de publication), Femke Hoekstra de ETC et A.Adam- Bradford

Edition web , Evenements et Publications : Femke et René van Veenhuizen

Administration : Ellen Radstake
Adresse : BP 64 3830 AB Leusden Pays- Bas

Adresse visiteurs : Kastanjelaan S. Leusden
Tél : +31 33 4326000 – fax +31 33 4940791.
e-mail : ruaf@etcnl.nl Site web : www.ruaf.org

Editeurs linguistiques : Moussa Sy et Ngoné Mbengue

Abonnement : Moussa Sy et Ngoné Mbengue

I.A.G.U.
N° 5 Liberté 6 Extension – BP 7263
Tél : (221)33 869 87 00 - Fax : (221) 33 827 28 13
email : iagu@orange.sn Site web : www.iagu.org